

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3367

13 novembre 2014

SOMMAIRE

Bombardier Transportation Luxembourg Finance	161577	Hebdo Press Finance	161571
Bombardier Transportation Luxembourg Holding S.à r.l.	161577	Hexavest S.à r.l.	161571
Cityhold Nymphe S.à r.l.	161573	Hyrule S.à r.l.	161616
DH M Alpha Lux S.A.	161581	Immocan S.A.	161574
EnaLux A.G.	161570	Invest-Eko Lux S.A.	161574
Enfin Enfant S.à r.l.	161614	Isalpa	161574
En Geo Consult S.à r.l.	161575	Jaminska S.A.	161574
Espace et Communication S.A.	161575	Jirehouse Luxembourg S.A.	161574
Eurimar S.A.	161573	KF Luxembourg S.à r.l.	161573
Eurobahn A.G. Luxemburg	161575	LakeSprings	161616
Euro Co AG	161573	Lux Direct Rep S.à r.l.	161570
Euro Composites® S.A.	161573	Mallinckrodt Quincy S.à r.l.	161571
Euromoney Luxembourg S.à r.l.	161570	Marbella Real Estate S.à r.l.	161592
Europa Real Estate EUR Warrant S.à r.l.	161570	Otito Properties S.A.	161575
Europa Real Estate GBP Warrant S.à r.l.	161570	P 1 S.A.	161611
Favorite Investment s.à r.l.	161575	P 2 S.A.	161613
Findag S.A.	161571	Pegaso Finance S.à r.l.	161576
FLASHiZ S.A.	161571	Snow Turtle S.A.	161576
Garage Bob Mayer S.à r.l.	161616	Sodralux S.A.	161576
Garage Marc Feltes S.à r.l.	161616	Solutech-Nickerson Benelux S.A.	161576
GLR Investment S.A.	161572	Solutions Graphiques Sàrl	161576
GN Participations S.A.	161572	Spa et Jacuzzi S.à r.l.	161576
Gope s.à r.l.	161572	SR Portfolio Holding (C) S.à r.l.	161586
Grandecran Holding SA	161572	Stork Fund	161598
		W2005/W2007 Vernal Holding 1 Luxembourg (H2) S.C.S.	161572

EnaLux A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4a, rue Henri Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 149.943.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 10 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161397/10.

(140183487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Europa Real Estate EUR Warrant S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 128.070.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014161406/10.

(140183837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Europa Real Estate GBP Warrant S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 156.850.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014161407/10.

(140183836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Euromoney Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 595, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 190.757.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161405/10.

(140183482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Lux Direct Rep S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.000.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 144.333.

Extrait des décisions prises à Luxembourg par l'associé unique de la société en date du 15 octobre 2014

L'associé unique de la Société a pris acte de la démission de Michel Abouchalache en tant que gérant de la Société en date du 23 Juillet 2014 et a nommé Christian Baillet, résidant professionnellement à Stockerstrasse 23, CH-8027 Zurich et Johann Dumas, résidant professionnellement au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de gérants à durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014162511/14.

(140184422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Findag S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 108.575.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161458/9.

(140183436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

FLASHiZ S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 161.979.

Les statuts coordonnés au 26 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161461/10.

(140183370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Hexavest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 164.805.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161527/10.

(140184030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Hebdo Press Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 162.005.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014161539/10.

(140183633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Mallinckrodt Quincy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 189.141.

Marie Dhersin Luporsi ayant comme adresse professionnelle le 42-44, avenue de la Gare à Luxembourg (L-1610) est nommée, avec effet au 28 juillet 2014, déléguée à la gestion journalière avec le pouvoir d'engager la Société par sa seule signature et pour une durée indéterminée.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Mallinckrodt Quincy S. à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014162564/15.

(140185334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

GLR Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 121.139.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161503/9.

(140183711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

GN Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5773 Weiler-la-Tour, Schlammešté.

R.C.S. Luxembourg B 145.042.

Le bilan au 16 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2014161504/10.

(140183089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Gope s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 27, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 41.026.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161505/9.

(140183206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Grandecran Holding SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 85.416.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161507/9.

(140183653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

W2005/W2007 Vernal Holding 1 Luxembourg (H2) S.C.S., Société en Commandite simple.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 127.367.

Il résulte des résolutions prises, en date du 24 mars 2010, par le Conseil de Gérance de W2005/W2007 Vernal Holding 1 Luxembourg, enregistré auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 127.366 (ci-après l'«Actionnaire» et le «Gérant Commandité» de la Société), que:

- le siège social de l'Actionnaire et du Gérant Commandité, a été transféré du 9-11 Grand Rue, L-1661 Luxembourg au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg avec effet au 24 mars 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Dominique Le Gal

Manager

Référence de publication: 2014162017/17.

(140184132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Cityhold Nympe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 172.197.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161321/10.

(140184295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Eurimar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 18.929.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014161426/10.

(140183813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Euro Co AG, Société Anonyme.

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 94.011.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161427/10.

(140183486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Euro Composites® S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 92.542.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161428/10.

(140183485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

KF Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er}.

R.C.S. Luxembourg B 127.381.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 16 October 2014

L'associé unique de la société KF Luxembourg S.à r.l. décide d'accepter avec effet immédiat les démissions de Solero S.A., Naturwerk S.A. et Antar Invest S.A. comme gérants de la société et nomme Monsieur Jürgen Fischer, demeurant professionnellement à 38, boulevard Napoléon I^{er}, L-2210 Luxembourg, comme nouveau gérant pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Pour la société

Référence de publication: 2014162488/14.

(140184458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Jirehouse Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 137.488.

Les comptes annuels au 31 mars 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014161579/10.

(140183652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Isalpa, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 141.093.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161574/9.

(140183116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Immocan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 7, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 98.424.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161559/9.

(140183183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Invest-Eko Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2312 Luxembourg, 5, rue de la Paix.

R.C.S. Luxembourg B 61.854.

Vous prendrez note de notre démission du mandat de commissaire aux comptes que vous avez bien voulu nous confier,
ce, à réception de la présente.

Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161570/10.

(140183279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Jaminska S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 101.606.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 8 octobre 2014

Le conseil d'administration a décidé d'accepter avec effet au 15 octobre 2014 la démission de Madame Martine KAPP de ses fonctions d'administrateur.

Le conseil d'administration a également décidé d'élire avec effet au 15 octobre 2014, Madame Vanessa TIMMERMANS, née le 25 juillet 1986 à Messancy (Belgique) et résidant professionnellement au 4, rue Peterelchen, L-2370 Howald, aux fonctions d'administrateur.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2017.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2014161592/16.

(140183703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

En Geo Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5366 Münsbach, 3, rue Henri Tudor.

R.C.S. Luxembourg B 157.565.

Der Jahresabschluss vom 31/12/2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161396/9.

(140183539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Eurobahn A.G. Luxembourg, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 5.890.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014161429/10.

(140183674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Espace et Communication S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6762 Grevenmacher, 3, rue Mathias Schou.

R.C.S. Luxembourg B 88.522.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 17/10/2014.

Référence de publication: 2014161425/10.

(140183923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Favorite Investment s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1713 Luxembourg, 56, rue de Hamm.

R.C.S. Luxembourg B 138.314.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 17/10/2014.

Référence de publication: 2014161434/10.

(140183932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Otito Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 144.328.

Extrait des résolutions prises à Luxembourg par le conseil d'administration de la société en date du 3 septembre 2014

Le conseil d'administration a accepté la démission de Monsieur Michel ABOUCHALACHE comme administrateur de la Société, avec effet immédiat au 3 septembre 2014.

Le conseil d'administration a décidé de nommer en qualité d'administrateur de la Société, Monsieur Sébastien BACH, né le 13 septembre 1984 à Sarreguemines (France) et demeurant professionnellement au 3, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg avec effet au 3 septembre 2014 et jusqu'à l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014162673/15.

(140185303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Spa et Jacuzzi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4831 Rodange, 146, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 114.634.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161924/9.

(140183448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Sodralux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 5, An de Längten.

R.C.S. Luxembourg B 80.301.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161911/9.

(140183443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Snow Turtle S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 178.056.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161906/9.

(140183735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Solutions Graphiques Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8279 Holzem, 28, route de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 79.088.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161918/9.

(140183689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Solutech-Nickerson Benelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5560 Remich, 32, rue Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 104.482.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161917/9.

(140183563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Pegaso Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 119.008.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161793/9.

(140184107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Bombardier Transportation Luxembourg Finance, Société Anonyme.**Capital social: EUR 22.283.445,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 73.989.

Bombardier Transportation Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 200.002,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 155.132.

COMMON DRAFT TERMS OR MERGER

In accordance with Articles 257 and following of the Luxembourg law dated 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"),

Bombardier Transportation Luxembourg Finance, a public company limited by shares ("société anonyme") incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, Rue Gabriel Lippmann L-5365 Munsbach, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 73.989 (the "Absorbing Company"),

hereby duly represented by Tine Kehler Hvid and Ailbhe Jennings, directors of the Absorbing Company, duly empowered pursuant to a board of directors' meeting of the Absorbing Company held on October 20, 2014,

AND:

Bombardier Transportation Luxembourg Holding S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), having its registered office at 9, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 200,002, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 155.132 (the "Absorbed Company" and together with the Absorbing Company, the "Merging Companies"),

hereby duly represented by Tine Kehler Hvid and Ailbhe Jennings, managers of the Absorbed Company, duly empowered pursuant to a board of managers' meeting of the Absorbed Company held on October 20, 2014,

have together established, in writing and under private seal, the following common draft terms of merger (the "Merger Project") relating to the merger by absorption of the Absorbed Company by the Absorbing Company, following its dissolution without liquidation, in accordance with Articles 257 and following of the Law (the "Merger").

IT IS STATED AS FOLLOWS:

a) The Absorbing Company is entirely held by Bombardier Transportation Luxembourg (in liquidation), a public company limited by shares ("société anonyme"), having its registered address at 9, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under number B 73.988 ("BTL"), which holds all the 833,216 (eight hundred thirty-three thousand two hundred sixteen) shares of the Absorbing Company without mentioned nominal value;

b) The Absorbed Company is entirely held by the Absorbing Company, which holds all its 200,002 (two hundred thousand two) shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each;

c) The Merging Companies are not subject of bankruptcy proceedings (procédure de faillite), proceedings relating to composition with creditors (concordat) or a similar procedure such as the suspension of payments (sursis de paiement), controlled management (gestion contrôlée) or proceedings instituting special management or supervision of the Merging Companies;

d) The Absorbed Company's employees will be transferred to the Absorbing Company and will keep the same rights and obligations;

e) The Merger is subject to the approval of the Merger by (i) the extraordinary general meeting of shareholder of the Absorbing Company and (ii) the extraordinary general meeting of shareholder of the Absorbed Company, all meetings to be held in front of a Luxembourg notary;

f) The Merger Project shall be registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) and published in the "Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations" in accordance with Articles 262 and 9 of the Law, at least one month before the date of the extraordinary general meetings of shareholders concerning each of the Merging Companies relating to the approval of the Merger; and

g) The Merger Project is based upon the statutory annual financial statements of the Merging Companies as at 31 December 2013.

Thereupon, IT IS AGREED AS FOLLOWS:

Art. 1. Universal transfer of assets and liabilities. In accordance with Articles 257 and following of the Law, and in particular Article 274 of the Law:

a) Between the Absorbing Company and the Absorbed Company and vis-à-vis third parties, any and all assets and liabilities of the Absorbed Company shall be vested in the Absorbing Company and shall thereafter, as a result of an universal transfer, be the property of the Absorbing Company;

b) The Absorbing Company shall be liable for all rights and obligations of the Absorbed Company, provided, however, that notwithstanding the foregoing, amounts owing between the Absorbed Company and the Absorbing Company shall be cancelled for no consideration;

c) By operation of the Merger, the Absorbed Company shall cease to exist following a dissolution without liquidation, so that thereafter any and all issued and outstanding shares in the Absorbed Company shall be cancelled as at the Effective Date (as such term is defined below);

d) The mandates of the managers of the Absorbed Company shall be terminated as at the Effective Date (as such term is defined below). Full discharge to the managers of the Absorbed Company shall be given in this respect; and

e) The Absorbed Company shall hand over to the Absorbing Company the originals of all its incorporating documents and related amendments, deeds, amendments, contracts/agreements and transaction of any kind, as well as the book-keeping and related archives and any other accounting documents, titles of ownership or documentary titles of ownership of any assets, the supporting documents of the operations carried out, securities and contracts, archives, vouchers and any other documents relating to its assets and rights. Such documents shall be kept at the registered office of the Absorbing Company during the legal period.

Art. 2. Mandatory data to be mentioned pursuant to Article 261 of the Law. The following data shall be mentioned pursuant to Article 261 of the Law:

a) Legal form, name and registered office concerning each of the Merging Companies and those proposed for the company resulting from the merger:

(i) Details of the Absorbing Company are set out here before.

(ii) Details of the Absorbed Company are set out here before.

(iii) Following the Merger, the Absorbing Company will maintain its legal form, name and registered office.

b) Modalities relating to the share exchange ratio, modalities relating to the allotment of shares in the Absorbing Company and date as from which those shares shall carry the right to participate in the profits and any special condition relating thereto:

(i) As the Absorbed Company is fully held by the Absorbing Company no shares shall be issued by the Absorbing Company as a result of the Merger.

(ii) In accordance with Article 265 (3) of the Law, the sole shareholder of the Absorbed Company, being the Absorbing Company, and the sole shareholder of the Absorbing Company, being BTL, will respectively renounce to their right to receive from the respective board of managers concerning each of the Merging Companies a detailed written report explaining and setting out the legal and economic grounds of the Merger Project.

(iii) In accordance with Article 266 (5) of the Law, the sole shareholder of the Absorbed Company, being the Absorbing Company, and the sole shareholder of the Absorbing Company, being BTL, will waive their right to have these common draft terms of merger examined by an independent expert and the subsequent expert report.

(iv) In accordance with Article 267 (1) of the Law, the sole shareholder of the Absorbed Company, being the Absorbing Company, and the sole shareholder of the Absorbing Company, being BTL, will waive their right to examine the interim financial statements concerning each of the Merging Companies.

c) Rights conferred by the Absorbing Company to shareholders having special rights and to the holders of securities other than shares, or measures proposed thereto:

In the absence of shareholders having special rights and holders of securities other than shares, no right nor other measures will be granted by the Absorbing Company.

d) Special advantages granted to the experts referred to in Article 266 of the Law, to the members of the administrative, management, supervisory or control bodies of the Merging Companies:

None.

e) Date as from which the operations of the Absorbed Company shall be treated for accounting purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company:

The operations of the Absorbed Company shall be treated for accounting purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company as from the Effective Date (as defined below).

Art. 3. Effective Date.

a) The Merger will enter into force and will produce the effects referred to in Article 272 of the Law as from the last date of the concordant extraordinary general meetings of shareholders concerning the Merging Companies approving the Merger (the "Effective Date").

b) The Merger shall be enforceable towards third parties as from publication of the minutes of the extraordinary general meetings of shareholders concerning the Merging Companies approving the Merger in accordance with Articles 9 and 273 of the Law.

Art. 4. Availability of the Merger documentation at registered offices. The documents referred to in Article 267 paragraphs (1) a) and b) of the Law, namely:

- a) The Merger Project;
- b) The annual financial statements concerning the Merging Companies and the management reports of the Absorbing Company relating to the last three financial years,

will be made available as from the date hereof for inspection of each shareholder at the respective registered offices of the Merging Companies.

Art. 5. Creditors' claims. According to the Law, the creditors of the Merging Companies, whose claims predate the date of publication of the extraordinary general meetings of shareholders concerning the Merging Companies to be held in front of a Luxembourg notary approving the Merger may, notwithstanding any agreement to the contrary, apply within 2 (two) months to the competent court to obtain adequate safeguard of collateral for any matured and unmatured debts, where the Merger would make such protection necessary.

Art. 6. Miscellaneous. The Merger Project is governed by, and shall be construed in accordance with Luxembourg law. The courts of the city of Luxembourg shall have exclusive jurisdiction to settle any dispute which may arise out of or in connection with the Merger Project and that accordingly any proceeding, suit or action arising out of or in connection with the Merger Project may be brought in such courts.

The present document is worded in English followed by a French translation.

In case of discrepancies between the English and the French versions, the English version shall prevail.

The Merger Project shall be executed in 2 (two) originals.

Suit la traduction française du texte qui précède

PROJET COMMUN DE FUSION

Conformément aux Articles 257 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»),

Bombardier Transportation Luxembourg Finance, une société anonyme luxembourgeoise, ayant son siège social sis au 9, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 73.989 (la «Société Absorbante»),

ici dûment représentée par Tine Kehler Hvid and Ailbhe Jennings, administrateurs de la Société Absorbante, dûment autorisés en vertu d'une réunion du conseil d'administration de la Société Absorbante tenue le 20 octobre 2014,

ET:

Bombardier Transportation Luxembourg Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social sis au 9, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de EUR 200.002, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.132 («la «Société Absorbée» et collectivement avec la Société Absorbante, les «Sociétés Fusionnantes»),

ici dûment représentée par Tine Kehler Hvid and Ailbhe Jennings, gérants de la Société Absorbée, dûment autorisés en vertu d'une réunion du conseil de gérance de la Société Absorbée tenue le 20 octobre 2014,

ont élaboré ensemble, par écrit et sous seing privé, le projet commun de fusion suivant (le «Projet Commun de Fusion») relatif à la fusion par absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante, par suite d'une dissolution sans liquidation, conformément aux Articles 257 et suivants de la Loi (la «Fusion»).

IL EST DECLARE CE QUI SUIT:

a) La Société Absorbante est entièrement détenue par Bombardier Transportation Luxembourg (en liquidation), une société anonyme, ayant son adresse professionnelle sis au 9, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 73.988 ("BTL"), qui détient la totalité des 833.216 (huit cent trente-trois mille deux cent seize) parts sociales sans valeur nominale mentionnée;

b) La Société Absorbée est entièrement détenue par la Société Absorbante qui détient la totalité de ses 200.002 (deux cent mille deux) parts sociales ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune;

c) Les Sociétés Fusionnantes ne font pas l'objet d'une procédure de faillite, de concordat ou d'une autre procédure analogue telles que le sursis de paiement, la gestion contrôlée ou une procédure instituant une gestion ou surveillance spéciale des Sociétés Fusionnantes;

d) Les salariés de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante et garderont les mêmes droits et obligations;

e) La Fusion est soumise à la condition de l'approbation de la Fusion par (i) l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire de la Société Absorbante et (ii) l'assemblée générale extraordinaire de l'associé de la Société Absorbée, établies par actes notariés;

f) Le Projet Commun de Fusion sera déposé, au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations conformément aux Articles 262 et 9 de la Loi. un mois au moins avant la date des réunions des assemblées générales extraordinaires des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes appelée à se prononcer sur la Fusion; et

g) Le Projet Commun de Fusion est basé sur les comptes statutaires annuels des Sociétés Fusionnantes au 31 décembre 2013.

Au regard des déclarations qui précèdent, IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

Art. 1^{er}. Transmission de patrimoine à titre universel. Conformément aux Articles 257 et suivants de la Loi, et notamment l'Article 274 de la Loi:

a) Tant entre la Société Absorbante et la Société Absorbée qu'à l'égard des tiers, l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée sera transmis à titre universel à la Société Absorbante et sera par conséquent la propriété de la Société Absorbante;

b) La Société Absorbante sera responsable de tous les droits et obligations de la Société Absorbée, sous la condition toutefois que nonobstant ce qui précède les montants dus entre la Société Absorbée et la Société Absorbante seront annulés sans contrepartie;

c) Par l'effet de la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister par suite d'une dissolution sans liquidation, de sorte que toutes les parts sociales émises la Société Absorbée seront annulées à la Date D'Effet (telle que définie ci-après);

d) Les mandats des gérants de la Société Absorbée prendront fin à la Date d'Effet (telle que définie ci-après). Décharge entière sera accordée aux gérants de la Société Absorbée; et

e) La Société Absorbée devra transférer à la Société Absorbante les originaux de tous documents relatifs à sa constitution, tous actes modificatifs, tous actes, avenants, contrats, accords et opérations de toutes sortes, ainsi que les livres comptables et archives y relatifs et tous autres documents comptables, titres de propriété de tous biens, justificatifs de toutes opérations réalisées, sûretés et contrats, archives, reçus et tous autres documents relatifs aux actifs et droits. Ces documents seront conservés pendant le délai légal au siège de la Société Absorbante.

Art. 2. Mentions obligatoires conformément à l'Article 261 de la Loi. Les informations suivantes doivent être mentionnées conformément à l'Article 261 de la Loi:

a) Forme juridique, dénomination et siège social de chacune des Sociétés Fusionnantes ainsi que ceux envisagés pour la société issue de la fusion:

(i) Les détails relatifs à la Société Absorbante sont précités.

(ii) Les détails relatifs à la Société Absorbée sont précités.

(iii) Suite à la Fusion, la Société Absorbante conservera sa forme juridique, sa dénomination et son siège social.

b) Modalités relatives au rapport d'échange des parts sociales, modalités relatives à la remise d'actions de la Société Absorbante et date à partir de laquelle les nouvelles actions de la Société Absorbante donnent le droit de participer aux bénéfices, ainsi que toute modalité particulière relative à ce droit:

(i) Comme la Société Absorbée est entièrement détenue par la Société Absorbante aucune action ne sera émise par la Société Absorbante en conséquence de la Fusion.

(ii) Conformément à l'Article 265 (3) de la Loi, l'associé unique de la Société Absorbée, à savoir la Société Absorbante et l'actionnaire unique de la Société Absorbante, à savoir BTL, renonceront respectivement à leur droit de recevoir des organes de gestion respectifs de chacune des Sociétés Fusionnantes un rapport écrit détaillé expliquant et justifiant du point de vue juridique et économique le Projet Commun de Fusion.

(iii) Conformément à l'Article 266 (5) de la Loi, l'associé unique de la Société Absorbée, à savoir la Société Absorbante et l'actionnaire unique de la Société Absorbante, à savoir BTL, renonceront à leur droit d'avoir ce Projet Commun de Fusion examiné par un expert indépendant et au rapport d'expert subséquent.

(iv) Conformément à l'Article 267 (1) de la Loi, l'associé unique de la Société Absorbée, à savoir la Société Absorbante et l'actionnaire unique de la Société Absorbante, à savoir BTL, renonceront à leur droit d'examiner les états financiers intérimaires concernant chacune des Sociétés Fusionnantes.

c) Droits assurés par la Société Absorbante aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des parts sociales ou mesures proposées à leur égard:

En l'absence d'associés ayant des droits spéciaux et de porteurs de titres autres que des parts sociales, aucun droit ou autre mesure ne sera octroyé par la Société Absorbante.

d) Avantages particuliers attribués aux experts au sens de l'Article 266 de la Loi, aux membres des organes de gestion, de surveillance ou de contrôle des Sociétés Fusionnantes:

Néant.

e) Date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée seront considérées d'un point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante:

Les opérations de la Société Absorbée seront considérées d'un point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante à la Date d'Effet (telle que définie ci-après).

Art. 3. Date d'Effet.

a) La Fusion entrera en vigueur et produira les effets prévus par l'Article 272 de la Loi à compter de la dernière date des assemblées générales extraordinaires concordantes des associés des Sociétés Fusionnantes décidant de la Fusion (la "Date d'Effet").

b) La Fusion sera opposable aux tiers après la publication faite conformément aux Articles 9 et 273 de la Loi des procès-verbaux des assemblées générales extraordinaires d'associés des Sociétés Fusionnantes décidant de la Fusion.

Art. 4. Mise à disposition de la documentation relative à la Fusion aux sièges sociaux. Les documents visés à l'Article 267 paragraphes (1) a) et b) de la Loi, à savoir:

a) Le Projet Commun de Fusion;

b) Les comptes annuels concernant les Sociétés Fusionnantes et les rapports du conseil d'administration de la Société Absorbante des trois derniers exercices;

seront disponibles pour inspection par chaque associé aux sièges sociaux respectifs des Sociétés Fusionnantes à compter de la date des présentes.

Art. 5. Protection des créanciers. Conformément à la Loi, les créanciers des Sociétés Fusionnantes, dont la créance est antérieure à la date de publication des procès-verbaux des assemblées générales extraordinaires d'associés des Sociétés Fusionnantes devant être tenues devant notaire décidant de la Fusion peuvent, nonobstant toute convention contraire, dans les deux mois, demander au tribunal compétent la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues, au cas où l'opération de Fusion réduirait le gage des créanciers.

Art. 6. Divers. Le Projet Commun de Fusion est régi et devra être interprété conformément à la loi luxembourgeoise. Les juridictions de la ville de Luxembourg devront avoir une compétence exclusive pour connaître de tout litige relatif au Projet Commun de Fusion et que par suite, toute procédure, procès ou action relatifs au Projet Commun de Fusion devront être portés devant lesdites juridictions.

Le présent document est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française.

En cas de divergence entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Luxembourg le 20 Octobre 2014.

Bombardier Transportation Luxembourg Finance

Tine Kehler Hvid / Ailbhe Jennings

Administrateur de catégorie A / Administrateur de catégorie B

Dûment autorisé en vertu d'une réunion du conseil d'administration de Bombardier Transportation Luxembourg Finance le 20 octobre 2014

Bombardier Transportation Luxembourg Holding S.à r.l.

Tine Kehler Hvid / Ailbhe Jennings

Gérant de catégorie A / Gérant de catégorie B

Dûment autorisé en vertu d'une réunion du conseil de gérance de Bombardier Transportation Luxembourg Holding S.à r.l. le 20 octobre 2014

Référence de publication: 2014168806/259.

(140192692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2014.

DH M Alpha Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 167.717.

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND FOURTEEN,

ON THE 3rd DAY OF THE MONTH OF NOVEMBER.

Before Maître Blanche Moutrier, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

part of an extraordinary general meeting of the shareholders of "DH M Alpha Lux S.A." (the "Company"), a société anonyme having its registered office at 28, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg and registered under number B167.717, incorporated on 23rd March 2012 by deed of Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1128 of 4th May 2012.

The articles of the Company were amended for the last time on 14 February 2013 by deed of the Me Henri Hellinckx, prenamed, published in the Mémorial n° 1042 on 2nd May 2013.

The meeting was presided by Me Toinon Hoss, maître en droit, residing in Luxembourg.

There was appointed as secretary and scrutineer, Me Namik Ramic, maître en droit, residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

1. The present general meeting has been convened by convening notice sent by registered mail to all shareholders inscribed in the register of shareholders of the Company on 24th October 2014.

2. The shareholders represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list signed by the proxyholders, the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. Said list will be attached to the present deed to be filed therewith with the registration authorities.

As it appeared from the attendance list, out of a total of fifty-three million three thousand two hundred forty-two (53,003,242) Class O Ordinary Shares, thirty-eight million nine hundred fifty-six thousand three hundred seventy-five (38,956,375) Class I Preferred Shares and four hundred seventy-seven million thirteen thousand one hundred eighty-seven (477,013,187) Class II Preferred Shares, each with a nominal value of one Euro cent (€0.01), all Class O Ordinary Shares, all Class I Preferred Shares and all Class II Preferred Shares are represented (being more than 50% of the issued share capital of the Company, and more than 50% of each Class of Shares) so that the general meeting is consequently regularly constituted and may validly deliberate on the items of the agenda below.

3. The agenda of the meeting is the following:

(A) Amendment of article 1 of the articles of incorporation to read as follows:

“ **Art. 1. Establishment, Denomination.** There is exists among all those who are owners of the Shares issued (or the sole owner, if there is only one owner of Shares), a company in the form of a société anonyme under the name of “DH M Alpha Lux S.A.” (the “Company”) which shall be governed by the Company Law and the present Articles of Incorporation.”

(B) Authorisation to the Company and/or any wholly-owned subsidiary (and/or any person acting on their behalf) to purchase, acquire, receive from DH M S.à.r.l. (and thereafter hold) up to thirty two million seven hundred thousand four hundred and fifty eight (32,700,458) Class O Ordinary Shares, up to thirty-eight million nine hundred fifty-six thousand three hundred seventy-five (38,956,375) Class I Preferred Shares and up to two hundred and ninety four million two hundred and ninety four thousand and two hundred and fifty eight (294,294,258) Class II Preferred Shares in the Company held under article 49-2 of the law of 10 August 1915 on commercial companies; such authorization to be valid for a period of five (5) years from the date of the relevant general meeting;

In the case of acquisitions for value:

- the minimum acquisition per share, regardless of class shall be the nominal value per share;
- the maximum acquisition price shall be: (i) with respect to the Class O Ordinary Shares an amount no higher than EUR12 per Class Ordinary Share acquired; (ii) with respect to the Class I Preferred Shares, an amount per Class I Preferred Share no higher than 5% above the sum of the accumulated unpaid Class I Preferred Distribution Rights and the Class I Preferred Amount; and (iii) with respect to the Class II Preferred Shares, an amount per Class II Preferred Share no higher than 5% above the sum of the accumulated unpaid Class II Preferred Distribution Rights and the Class II Preferred Amount;

(C) Decision to reduce the issued share capital of the Company within the parameters set forth below and to the extent determined by the Board of Directors (or its delegate) by way of purchases of shares in the Company from DH M S.à.r.l. or by cancellation of shares held in treasury pursuant to acquisition(s) under the authorisation under item (B) of the agenda, instruction and delegation of power to and authorisation of the Board to determine the conditions of the purchase(s) of shares, to implement the share purchase(s), cancellation(s) of shares and reduction(s) of share capital, determine the final amount(s) of the share capital reduction(s) and number and class of Shares to be repurchased and cancelled (if any) within the maximum decided by the general meeting, proceed to the payment(s) of the repurchase price in cash or in kind or a mixture thereof, cause the share capital reduction(s) and cancellation(s) of shares and the consequential amendment(s) of the Articles of Incorporation to be recorded by way of notarial deed, and generally to take any steps, actions or formalities as appropriate or useful to implement this decision of the general meeting;

Parameters of the decision to reduce the issued share capital of the Company by the repurchase(s) and cancellation (s) of shares (to the extent determined by the Board of Directors):

- Maximum Amount of share capital reduction: EUR 3,659,510.91
- Maximum Number of Shares: up to thirty two million seven hundred thousand four hundred and fifty eight (32,700,458) Class O Ordinary Shares, up to thirty-eight million nine hundred fifty-six thousand three hundred seventy-five (38,956,375) Class I Preferred Shares and up to two hundred and ninety four million two hundred and ninety four thousand and two hundred and fifty eight (294,294,258) Class II Preferred Shares;
- Period: period from the date of the general meeting and ending on 30th June 2015 at midnight (the “Last Date”);
- Re-purchase price in the case of acquisitions for value: as determined by the Board of Directors; provided that the minimum repurchase price per share repurchased and cancelled shall be the nominal value per share and the maximum purchase price shall be: (i) with respect to the Class O Ordinary Shares, an amount per Class Ordinary Share no higher than EUR12; (ii) with respect to the Class I Preferred Shares, an amount per Class I Preferred Share no higher than 5% above the sum of the accumulated unpaid Class I Preferred Distribution Rights and the Class I Preferred Amount; and (iii) with respect to the Class II Preferred Shares, an amount per Class II Preferred Share no higher than 5% above the sum of the accumulated unpaid Class II Preferred Distribution Rights and the Class II Preferred Amount;

After the preceding has been approved the following resolutions were passed by the general meeting:

First resolution

The general meeting unanimously resolved to amend article 1 as set forth in the agenda.

Second resolution

The general meeting unanimously resolved to authorise the Company and/or any wholly-owned subsidiary (and/or any person acting on their behalf) to purchase, acquire, receive from DH M S.à.r.l. (and thereafter hold) up to thirty two million seven hundred thousand four hundred and fifty eight (32,700,458) Class O Ordinary Shares, up to thirty-eight million nine hundred fifty-six thousand three hundred seventy-five (38,956,375) Class I Preferred Shares and up to two hundred and ninety four million two hundred and ninety four thousand and two hundred and fifty eight (294,294,258) Class II Preferred Shares in the Company pursuant to under article 49-2 of the law of 10 August 1915 on commercial companies. Such authorization shall be valid for a period of five (5) years from the date of the relevant general meeting.

The general meeting unanimously resolved that in the case of acquisitions for value:

- the minimum acquisition per share, regardless of class shall be the nominal value per share;
- the maximum acquisition price shall be: (i) with respect to the Class O Ordinary Shares an amount no higher than EUR12 per Class Ordinary Share acquired; (ii) with respect to the Class I Preferred Shares, an amount per Class I Preferred Share no higher than 5% above the sum of the accumulated unpaid Class I Preferred Distribution Rights and the Class I Preferred Amount; and (iii) with respect to the Class II Preferred Shares, an amount per Class II Preferred Share no higher than 5% above the sum of the accumulated unpaid Class II Preferred Distribution Rights and the Class II Preferred Amount (all as defined in and determined pursuant to the articles of incorporation of the Company)

Third resolution

The general meeting unanimously resolved to decide to reduce the issued share capital of the Company within the parameters set forth below and to the extent determined by the Board of Directors (or its delegate) by way of purchases of shares in the Company from DH M S.à.r.l. or by cancellation of shares held in treasury pursuant to acquisition(s) under the authorisation under the second resolution above

The general meeting unanimously resolved to instruct and delegate power to and to authorise the Board to determine the conditions of the purchase(s) of shares, to implement the share purchase(s), cancellation(s) of shares and reduction (s) of share capital, determine the final amount(s) of the share capital reduction(s) and number and class of shares to be repurchased and cancelled (if any) within the maximum decided by the general meeting, proceed to the payment(s) of the repurchase price in cash or in kind or a mixture thereof, cause the share capital reduction(s) and cancellation(s) of shares and the consequential amendment(s) of the articles of incorporation to be recorded by way of notarial deed, and generally to take any steps, actions or formalities as appropriate or useful to implement this decision of the general meeting.

The general meeting unanimously resolved that the parameters of the decision to reduce the issued share capital of the Company by the repurchase(s) and cancellation(s) of shares (to the extent determined by the Board of Directors) shall be as follows:

- Maximum Amount of share capital reduction: EUR 3,659,510.91
- Maximum Number of Shares: up to thirty two million seven hundred thousand four hundred and fifty eight (32,700,458) Class O Ordinary Shares, up to thirty-eight million nine hundred fifty-six thousand three hundred seventy-five (38,956,375) Class I Preferred Shares and up to two hundred and ninety four million two hundred and ninety four thousand and two hundred and fifty eight (294,294,258) Class II Preferred Shares;
- Period: period from the date of the general meeting and ending on 30th June 2015 at midnight (the "Last Date");
- Re-purchase price in the case of acquisitions for value: as determined by the Board of Directors; provided that the minimum repurchase price per share repurchased and cancelled shall be the nominal value per share and the maximum purchase price shall be: (i) with respect to the Class O Ordinary Shares, an amount per Class Ordinary Share no higher than EUR12; (ii) with respect to the Class I Preferred Shares, an amount per Class I Preferred Share no higher than 5% above the sum of the accumulated unpaid Class I Preferred Distribution Rights and the Class I Preferred Amount; and (iii) with respect to the Class II Preferred Shares, an amount per Class II Preferred Share no higher than 5% above the sum of the accumulated unpaid Class II Preferred Distribution Rights and the Class II Preferred Amount.

Dépenses

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its general meeting, have been estimated at about 1.400,-EUR There being no further business on the agenda the general meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the parties hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same parties, in case of divergences between the English and the French version, the English version shall prevail.

Done in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes the bureau of the meeting signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'AN DEUX MILLE QUATORZE,

LE 3^e JOUR DU MOIS DE NOVEMBRE.

Par-devant Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une partie d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «DH M Alpha Lux S.A.» (la «Société»), une société anonyme dont le siège social est situé au 28, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et immatriculée sous le numéro B167.717, constituée le 23 mars 2012 par acte de Me Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 1128 du 4 mai 2012.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 14 février 2013 par acte de Me Henri Hellinckx, précité, publié au Mémorial no 1042 le 2 mai 2013.

L'assemblée a été présidée par Me Toinon Hoss, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

A été nommé comme secrétaire et scrutateur, Me Namik Ramic, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

Le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. La présente assemblée générale a été convoquée par avis de convocation envoyés par courrier recommandé à tous les actionnaires inscrits au registre des actionnaires de la Société le 24 octobre 2014.

2. Les actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent, figurent sur une liste de présence signée par les mandataires, le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste sera annexée au présent acte afin d'être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Tel qu'il appert de la liste de présence, sur les cinquante-trois millions trois mille deux cent quarante-deux (53.003.242) Actions Ordinaires de Classe O, trente-huit millions neuf cent cinquante-six mille trois cent soixante-quinze (38.956.375) Actions Préférentielles de Classe I et quatre cent soixante-dix-sept millions treize mille cent quatre-vingt-sept (477.013.187) Actions Préférentielles de Classe II, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 €) chacune, toutes Actions Ordinaires de Classe O, toutes les Actions Préférentielles de Classe I et toutes Actions Préférentielles de Classe II sont représentées (soit plus de 50% du capital social émis de la Société, et plus de 50% de chaque Classe d'Actions) de sorte que l'assemblée générale est par conséquent régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour ci-dessous.

3. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

(A) Modification de l'article 1^{er} des statuts afin qu'il ait la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Formation, Nom.** Il existe entre tous ceux qui sont propriétaires d'Actions émises (ou l'unique propriétaire, s'il n'existe qu'un seul propriétaire d'Actions), une société anonyme sous la dénomination de «DH M Alpha Lux S.A.» (la «Société»), laquelle sera régie par la Loi des Sociétés et les présents Statuts.»

(B) Autorisation donnée à la Société et/ou toute filiale détenue à 100% (et/ou toute personne agissant en leur nom) d'acheter, d'acquérir, de recevoir de la part de DH M S.à r.l. (et ensuite de détenir) jusqu'à trente-deux millions sept cent mille quatre cent cinquante-huit (32.700.458) Actions Ordinaires de Classe O, jusqu'à trente-huit millions neuf cent cinquante-six mille trois cent soixante-quinze (38.956.375) Actions Préférentielles de Classe I et jusqu'à deux cent quatre-vingt-quatorze millions deux cent quatre-vingt-quatorze mille deux cent cinquante-huit (294.294.258) Actions Préférentielles de Classe II dans la Société détenues en vertu de l'article 49-2 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales; cette autorisation sera valable pour une durée de cinq (5) ans à compter de la date de l'assemblée générale concernée;

En cas d'acquisitions à titre onéreux:

- l'acquisition minimum par action, indépendamment de la classe, sera la valeur nominale par action;

- le prix d'acquisition maximum sera: (i) concernant les Actions Ordinaires de Classe O, un montant non supérieur à 12 EUR par Action Ordinaire de Classe acquise; (ii) concernant les Actions Préférentielles de Classe I, un montant par Action Préférentielle de Classe I non supérieur à 5% au-dessus de la somme des Droits Préférentiels de Distribution de Classe I accumulés et impayés et le Montant Préféré de Classe I; et (iii) concernant les Actions Préférentielles de Classe II, un montant par Action Préférentielle de Classe II non supérieur à 5% au-dessus de la somme des Droits Préférentiels de Distribution de Classe II accumulés et impayés et le Montant Préféré de Classe II;

(C) Décision de réduire le capital social émis de la Société suivant les paramètres énoncés ci-dessous et dans la mesure déterminée par le Conseil d'Administration (ou son délégué) par l'achat d'actions dans la Société de DH M S.à r.l. ou par l'annulation d'actions détenues en trésorerie en vertu d'acquisition(s) au titre de l'autorisation au point (B) de l'ordre du jour, instruction et délégation de pouvoirs au Conseil et autorisation de celui-ci pour déterminer les conditions de l'/des achat(s) d'actions, exécuter l'/les achat(s) d'actions, l'/les annulation(s) d'actions et la/les réduction(s) de capital social, déterminer le(s) montant(s) définitif(s) de la/des réduction(s) de capital social et le nombre et la classe d'Actions devant être rachetées et annulées (le cas échéant) dans les limites du maximum fixé par l'assemblée générale, procéder au(x)

paiement(s) du prix de rachat en numéraire ou en nature ou un mélange des deux, faire enregistrer par acte notarié la/les réduction(s) de capital social et l'/les annulation(s) d'actions et la/les modification(s) subséquent(e)s des Statuts, et de manière générale, prendre toutes les mesures, actions ou formalités opportunes ou utiles à la mise en oeuvre de la présente décision de l'assemblée générale;

Paramètres de la décision de réduire le capital social émis de la Société par le(s) rachat(s) et l'/les annulation(s) d'actions (dans la mesure déterminée par le Conseil d'Administration):

- Montant Maximum de la réduction du capital social: 3.659.510,91 EUR

- Nombre Maximum d'Actions: jusqu'à trente-deux millions sept cent mille quatre cent cinquante-huit (32.700.458) Actions Ordinaires de Classe O, jusqu'à trente-huit millions neuf cent cinquante-six mille trois cent soixante-quinze (38.956.375) Actions Préférentielles de Classe I et jusqu'à deux cent quatre-vingt-quatorze millions deux cent quatre-vingt-quatorze mille deux cent cinquante-huit (294.294.258) Actions Préférentielles de Classe II;

- Période: période commençant à la date de l'assemblée générale et se terminant le 30 juin 2015 à minuit (la «Dernière Date»);

- Prix de rachat en cas d'acquisitions à titre onéreux: tel que déterminé par le Conseil d'Administration; à condition que le prix minimum de rachat par action rachetée et annulée soit la valeur nominale par action et le prix de rachat maximum soit: (i) concernant les Actions Ordinaires de Classe O, un montant par Action Ordinaire de Classe non supérieur à 12 EUR; (ii) concernant les Actions Préférentielles de Classe I, un montant par Action Préférentielle de Classe I non supérieur à 5% au-dessus de la somme des Droits Préférentiels de Distribution de Classe I accumulés et impayés et le Montant Préféré de Classe I; et (iii) concernant les Actions Préférentielles de Classe II, un montant par Action Préférentielle de Classe II non supérieur à 5% au-dessus de la somme des Droits Préférentiels de Distribution de Classe II accumulés et impayés et le Montant Préféré de Classe II;

Ce qui précède ayant été approuvé, l'assemblée générale a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale a décidé à l'unanimité de modifier l'article 1^{er} tel qu'énoncé dans l'ordre du jour.

Deuxième résolution

L'assemblée générale a décidé à l'unanimité d'autoriser la Société et/ou toute filiale détenue à 100% (et/ou toute personne agissant en leur nom) à acheter, acquérir, recevoir de la part de DH M S.à r.l. (et ensuite détenir) jusqu'à trente-deux millions sept cent mille quatre cent cinquante-huit (32.700.458) Actions Ordinaires de Classe O, jusqu'à trente-huit millions neuf cent cinquante-six mille trois cent soixante-quinze (38.956.375) Actions Préférentielles de Classe I et jusqu'à deux cent quatre-vingt-quatorze millions deux cent quatre-vingt-quatorze mille deux cent cinquante-huit (294.294.258) Actions Préférentielles de Classe II dans la Société en vertu de l'article 49-2 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. Cette autorisation sera valable pour une durée de cinq (5) ans à compter de la date de l'assemblée générale concernée.

L'assemblée générale a décidé à l'unanimité qu'en cas d'acquisitions à titre onéreux:

- l'acquisition minimum par action, indépendamment de la classe, sera la valeur nominale par action;

- le prix d'acquisition maximum sera: (i) concernant les Actions Ordinaires de Classe O, un montant non supérieur à 12 EUR par Action Ordinaire de Classe acquise; (ii) concernant les Actions Préférentielles de Classe I, un montant par Action Préférentielle de Classe I non supérieur à 5% au-dessus de la somme des Droits Préférentiels de Distribution de Classe I accumulés et impayés et le Montant Préféré de Classe I; et (iii) concernant les Actions Préférentielles de Classe II, un montant par Action Préférentielle de Classe II non supérieur à 5% au-dessus de la somme des Droits Préférentiels de Distribution de Classe II accumulés et impayés et le Montant Préféré de Classe II (tous ces termes étant définis dans les statuts de la Société et déterminés en vertu de ceux-ci).

Troisième résolution

L'assemblée générale a décidé à l'unanimité de décider de réduire le capital social émis de la Société suivant les paramètres énoncés ci-dessous et dans la mesure déterminée par le Conseil d'Administration (ou son délégué) par l'achat d'actions dans la Société de DH M S.à r.l. ou par l'annulation d'actions détenues en trésorerie en vertu d'acquisition(s) au titre de l'autorisation à la deuxième résolution ci-dessus.

L'assemblée générale a décidé à l'unanimité de donner instruction et déléguer des pouvoirs au Conseil et d'autoriser celui-ci pour déterminer les conditions de l'/des achat(s) d'actions, exécuter l'/les achat(s) d'actions, l'/les annulation(s) d'actions et la/les réduction(s) de capital social, déterminer le(s) montant(s) définitif(s) de la/des réduction(s) de capital social et le nombre et la classe d'actions devant être rachetées et annulées (le cas échéant) dans les limites du maximum fixé par l'assemblée générale, procéder au(x) paiement(s) du prix de rachat en numéraire ou en nature ou un mélange des deux, faire enregistrer par acte notarié la/les réduction(s) de capital social et l'/les annulation(s) d'actions et la/les modification(s) subséquent(e)s des statuts, et de manière générale, prendre toutes les mesures, actions ou formalités opportunes ou utiles à la mise en oeuvre de la présente décision de l'assemblée générale.

L'assemblée générale a décidé à l'unanimité que les paramètres de la décision de réduire le capital social émis de la Société par le(s) rachat(s) et l'/les annulation(s) d'actions (dans la mesure déterminée par le Conseil d'Administration) seraient les suivants:

- Montant Maximum de la réduction du capital social: 3.659.510,91 EUR
- Nombre Maximum d'Actions: jusqu'à trente-deux millions sept cent mille quatre cent cinquante-huit (32.700.458) Actions Ordinaires de Classe O, jusqu'à trente-huit millions neuf cent cinquante-six mille trois cent soixante-quinze (38.956.375) Actions Préférentielles de Classe I et jusqu'à deux cent quatre-vingt-quatorze millions deux cent quatre-vingt-quatorze mille deux cent cinquante-huit (294.294.258) Actions Préférentielles de Classe II;
- Période: période commençant à la date de l'assemblée générale et se terminant le 30 juin 2015 à minuit (la «Dernière Date»);
- Prix de rachat en cas d'acquisitions à titre onéreux: tel que déterminé par le Conseil d'Administration; à condition que le prix minimum de rachat par action rachetée et annulée soit la valeur nominale par action et le prix de rachat maximum soit: (i) concernant les Actions Ordinaires de Classe O, un montant par Action Ordinaire de Classe non supérieur à 12 EUR; (ii) concernant les Actions Préférentielles de Classe I, un montant par Action Préférentielle de Classe I non supérieur à 5% au-dessus de la somme des Droits Préférentiels de Distribution de Classe I accumulés et impayés et le Montant Préféré de Classe I; et (iii) concernant les Actions Préférentielles de Classe II, un montant par Action Préférentielle de Classe II non supérieur à 5% au-dessus de la somme des Droits Préférentiels de Distribution de Classe II accumulés et impayés et le Montant Préféré de Classe II.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou seront mis à sa charge dans le cadre de son assemblée générale, ont été estimés à environ 1.400.- EUR.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, reconnaît qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande des mêmes parties, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Fait à Luxembourg, date qu'en tête du présent document.

Après lecture faite du présent procès-verbal, le bureau de l'assemblée et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: HOSS, RAMIC, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 04/11/2014. Relation: EAC/2014/14785. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 04/11/2014.

Référence de publication: 2014170354/277.

(140195138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2014.

SR Portfolio Holding (C) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 88.926.

Im Jahre zweitausendvierzehn, am achtundzwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar, Maître Cosita Delvaux, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

Ist erschienen

Me Toinon Hoss, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, handelnd als bevollmächtigte Vertreterin der I. SR Portfolio Holding (C) S.à r.l.,

eine société à responsabilité limitée luxemburgischen Rechts mit Sitz in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, die am 30. August 2002 gemäß notarieller Urkunde aufgenommen durch Maître Joseph Elvinger, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das „Mémorial“) Nummer 1538 vom 24. Oktober 2002 veröffentlicht wurde, gegründet wurde und im Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg unter der Nummer B 88926 eingetragen ist,

gemäß einer Vollmacht vom 28. Oktober 2014, welche ne varietur von der erschienenen Person sowie dem amtierenden Notar paraphiert und dieser Urkunde beigegeben bleibt sowie

II. Demag Management Equity Participation Verwaltungs GmbH,

einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter deutschem Recht mit Sitz in Grafenberger Allee 87, D-40237 Düsseldorf, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Düsseldorf unter HRB 48160,

gemäß einer Vollmacht vom 28. Oktober 2014, welche ne varietur von der erschienenen Person sowie dem amtierenden Notar paraphiert und dieser Urkunde beigegeben bleibt.

Die erschienene Person, handelnd wie vorerwähnt, hat den Notar ersucht, den folgenden gemeinsamen Verschmelzungsplan zu beurkunden.

Gemeinsamer Verschmelzungsplan
für die grenzüberschreitende Verschmelzung
zwischen der
Demag Management Equity Participation Verwaltungs GmbH
Gesellschaft mit beschränkter Haftung
Gesellschaftssitz: Düsseldorf
Geschäftsanschrift: Grafenberger Allee 87
D-40237 Düsseldorf
Handelsregister des Amtsgerichts Düsseldorf HRB 48160,
als übertragende Gesellschaft
und der
SR Portfolio Holding (C) S.à.r.l.
Société à responsabilité limitée
Gesellschaftssitz: 59, rue de Rollingergrund
L-2440 Luxembourg
R.C.S. Luxembourg B 888926,
als übernehmende Gesellschaft

Die Geschäftsführungen der DEMAG Verwaltung und der DEMAG stellen den folgenden gemeinsamen Verschmelzungsplan auf:

Vorbemerkung

0.1. Die Demag Management Equity Participation Verwaltungs GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Sitz in Grafenberger Allee 87, D-40237 Düsseldorf ist im Handelsregister des Amtsgerichts Düsseldorf unter HRB 48160 eingetragen (nachfolgend auch „DEMAG Verwaltung“ genannt). Das Stammkapital der DEMAG Verwaltung beträgt EUR 25.000,00 und ist vollständig eingezahlt. Alleinigere Gesellschafter der DEMAG Verwaltung ist die SR Portfolio Holding (C) S.à.r.l.

0.2. Die SR Portfolio Holding (C) S.à.r.l. ist eine nach luxemburgischem Recht errichtete société à responsabilité limitée mit Sitz in Luxemburg 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés unter B88926, (nachfolgend auch „DEMAG“ genannt). Das Stammkapital der DEMAG beträgt EUR 12.500,00 und ist vollständig eingezahlt.

0.3. Die DEMAG Verwaltung soll im Wege der grenzüberschreitenden Verschmelzung auf die DEMAG verschmolzen werden.

1. Vermögensübertragung. Die DEMAG Verwaltung (die „Übertragende Gesellschaft“) überträgt ihr Vermögen als Ganzes mit allen Rechten und Pflichten im Wege der grenzüberschreitenden Verschmelzung gemäß §§ 122 a ff. UmwG, den Regelungen des Kapitels XIV des Luxemburgischen Gesetzes über Unternehmen vom 10. August 1915 in der aktuellen Fassung („LSC“) und den rechtlichen Anforderungen der Richtlinie 2005/56/EC über grenzüberschreitende Verschmelzungen des Europäischen Parlaments des Europäischen Rates vom 26. Oktober 2005 auf die DEMAG mit Sitz und Hauptverwaltung in Luxemburg (die „Übernehmende Gesellschaft“) als übernehmende Gesellschaft.

2. Schlussbilanz / Verschmelzungstichtag. Der Verschmelzung liegen die Bilanzen der DEMAG Verwaltung zum 30. September 2014 und der DEMAG zum 30. September 2014 als Schlussbilanzen zugrunde.

Die Übertragung des Vermögens der Übertragenden Gesellschaft erfolgt im Innenverhältnis mit Wirkung zum Beginn des 1. Oktober 2014. Vom 1. Oktober 2014 an gelten alle Handlungen und Geschäfte der Übertragenden Gesellschaft als für Rechnung der Übernehmenden Gesellschaft vorgenommen („Verschmelzungstichtag“).

3. Gegenleistung. Für die Vermögensübertragung wird keine Gegenleistung gewährt, da die Übernehmende Gesellschaft sämtlich Anteile der Übertragenden Gesellschaft innehat (§ 122 c Absatz 3 UmwG). Gemäß Artikel 278 und 261 Abs. 2 b),c) und d) LSC findet keine Kapitalerhöhung bei der Übernehmenden Gesellschaft statt und es werden keine neuen Geschäftsanteile an der Übernehmenden Gesellschaft ausgegeben.

4. Besondere Rechte und Vorteile. Besondere Rechte im Sinne des § 122 c Abs. 2 Nr. 7 UmwG oder Artikel 261 Abs. 2 f) LSC bestehen bei der Übertragenden Gesellschaft nicht. Einzelnen Anteilshabern werden im Rahmen der Verschmelzung keine besonderen Rechte an der Übernehmenden Gesellschaft gewährt. Besondere Vorteile im Sinne von § 122 c Abs. 2 Nr. 8 UmwG oder Artikel 261 Abs. 2 g) LSC werden ebenfalls niemandem gewährt.

5. Folgen der Verschmelzung für die Arbeitnehmer und ihre Vertretungen sowie die insoweit vorgesehenen Maßnahmen. Es sind keine Arbeitnehmer bei der Übertragenden Gesellschaft und / oder bei der Übernehmenden Gesellschaft beschäftigt.

Die Verschmelzung der Übertragenden Gesellschaft auf die Übernehmende Gesellschaft hat keine Auswirkungen für die Arbeitnehmer der Übernehmenden Gesellschaft und/oder Übertragenden Gesellschaft.

6. Satzung der Übernehmenden Gesellschaft. Die Satzung der Übernehmenden Gesellschaft ist diesem Verschmelzungsplan als Anlage beigefügt.

7. Angaben zur Bewertung des Aktiv- und des Passivvermögens, das auf die Übernehmende Gesellschaft übertragen wird. Die Übernehmende Gesellschaft wird das aufgrund der Verschmelzung auf sie übertragene Vermögen der Übertragenden Gesellschaft zu Buchwerten in ihrer Bilanz ansetzen.

8. Steuern. Im Hinblick auf die Grunderwerbsteuer stellen die Parteien übereinstimmend fest, dass die DEMAG Verwaltung kein in der Bundesrepublik Deutschland belegenes Grundeigentum hat.

9. Rechte der Gläubiger der Übertragenden und der Übernehmenden Gesellschaft. Nach deutschem Recht können gemäß §§ 122a Abs. 2, 22 UmwG die Gläubiger der an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften Sicherheit verlangen, soweit sie nicht Befriedigung verlangen können, wenn sie glaubhaft machen können, dass durch die Verschmelzung die Erfüllung ihrer Forderung gefährdet wird. Hierzu haben die Gläubiger binnen sechs Monate nach dem Tag, an dem die Eintragung der Verschmelzung in das Register derjenigen Gesellschaft, deren Gläubiger sie sind, nach § 19 Abs. 3 UmwG bekannt gemacht worden ist, ihren Anspruch nach Grund und Höhe schriftlich anzumelden.

Nach luxemburgischen Recht können die Gläubiger der übertragenden Gesellschaft, deren Forderung vor der Veröffentlichung der gemäß Artikel 273 (1) LCS veröffentlichten Verschmelzungsbescheinigung entstanden sind, gemäß Artikel 268 LCS innerhalb einer zweimonatigen Frist bei dem Vorsitzenden Richter des Bezirksgerichtes (tribunal d'arrondissement), in dessen Bezirk die übertragende Gesellschaft ihren Sitz hat, die Bestellung von Sicherheiten für fällige oder nicht fällige Forderungen beantragen, wenn glaubhaft bewiesen werden kann, dass die Verschmelzung ein Risiko für den Bestand der Forderung darstellt und die übertragende Gesellschaft keine ausreichenden Sicherheiten bereitgestellt hat.

Ausführliche Informationen über das Verfahren zur Ausübung der Rechte der Gläubiger, können kostenlos beim Sitz der übertragenden Gesellschaft gemäß Artikel 262 LCS angefordert werden.

Anlage 1 zum gemeinsamen verschmelzungsplan

A. Satzung der SR Portfolio Holding (C) S.à.r.l.

Art. 1. A limited liability company (société à responsabilité limitée) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become members, that will be governed by these articles and by the relevant legislation. The name of the Company is "SR Portfolio Holding (C) S.à r.l."

Art. 2. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans or otherwise) to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. The registered office of the Company is in Luxembourg. It may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by collective decision of the members.

Art. 5.

5.1. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) represented by five hundred (500) Class Z shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25) each and with such rights and obligations as set out in the present Articles of Incorporation.

5.2. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the members adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation.

5.3. The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of shares including by the cancellation of one or more entire Classes of shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in such Class (es), provided that the Class Z shares may not be repurchased and cancelled.

5.3.1. In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of one or more Classes of shares, the holders of shares of the repurchased and cancelled Class(es) of shares shall receive from the Company an

amount equal to the Cancellation Value Per Share (as defined herebelow) for each share of the relevant Class(es) held by them and cancelled.

5.3.2. The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount (as defined below) by the number of Shares in issue in the Class(es) of Shares to be repurchased and cancelled.

5.3.3. The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the board of management and approved by the general meeting of members on the basis of interim accounts of the Company (the "Interim Accounts") as of a date no earlier than eight (8) days before the date of the relevant repurchase, the reduction of the share capital and the cancellation of the shares of the relevant Class(es) pursuant to the below:

5.3.3.1 The Total Cancellation Amount for each of Classes A, B, C, D, E and F shall be the Available Amount unless otherwise resolved by the general meeting of members in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than the Available Amount.

5.3.3.2 The "Available Amount" is constituted of the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits but

(i) less the result, if positive, of any losses (including carried forward losses) expressed as a positive minus any freely distributable share premium and other freely distributable reserves and

(ii) less any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles) as set out in the Interim Accounts referred to in article 5.3.3. and

(iii) plus the result under (i) if negative (expressed as a positive).

5.3.4 Upon the repurchase and cancellation of the shares of the relevant Class(es), the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

Art. 6. Each share has such rights and obligations as set forth in the present articles. The shares of one Class shall have proportionate rights within such Class. The shares may be pledged by the members.

Art. 7. Shares are freely transferable among members. Except if otherwise provided by law, the share transfer inter vivos to non-members is subject to the consent of at least seventy five percent of the Company's capital. In the case of the death of an associate, the share transfer to non-members is subject to the consent of no less than seventy five percent of the votes of the surviving members. In any event the remaining members have a pre-emption right which has to be exercised within thirty days from the refusal of transfer to a nonmember according to the provision laid down by article 189 of the law of 10th August, 1915 on commercial companies as amended.

Art. 8. The Company is managed by one or several managers who need not to be members. They are appointed and removed from office by the general meeting of members, which determines their powers and the term of their mandates, and which resolves at the majority of the capital. They may be reelected and may be revoked ad nutum and at any time.

Any manager may participate in any meeting of the board of management by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of management may, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution.

Vis-à-vis third parties the manager or managers have the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do and authorise all acts and operations relative to the Company. The Company will be bound by the individual signature of any manager or by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the managers.

Art. 9. The managers are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 10. Each associate may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at the meeting through a special proxy.

Art. 11. Collective decisions are only valid if they are adopted by the votes representing more than half of the capital. However, decisions concerning the amendment of the articles of incorporation are taken by a majority of the members representing three quarters of the capital.

Art. 12. The fiscal year begins on 1st October and ends on 30th September of the following year.

Art. 13. Every year as of 30th September, the annual accounts are drawn up by the managers.

Art. 14. The financial statements are at the disposal of the members at the registered office of the Company.

Art. 15. Out of the net profit five percent shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent of the capital of the Company.

The members may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last fiscal year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

The balance may be distributed to the members upon decision of a general meeting of members taking into account to the extent appropriate the provisions of article 5.

The share premium account may be distributed to the members upon a decision of the general meeting of members taking into account the provisions of article 5 to the extent appropriate. The members may decide to allocate any amount out of the share premium to the legal reserve account."

Art. 16. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who need not to be members and who are appointed by the members who will specify their powers and remunerations.

Art. 17. If, and as long as one associate holds all the shares, the Company shall exist as a single associate Company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 18. For anything not dealt with in the present articles of incorporation, the members refer to the relevant legislation.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Art. 1^{er}. Il est formé par le comparant et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes. La société prend la dénomination de "SR Portfolio Holding (C) S.à r.l."

Art. 2. L'objet de la Société est de détenir des participations sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou de toute autre entreprise, l'acquisition par achat, souscription, ou par tout autre moyen, de même que par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, ou autres valeurs mobilières de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations ou de certificats de créance.

D'une manière générale elle peut prêter assistance par l'intermédiaire de prêts ou autrement, à toute société affiliée, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision collective des associés.

Art. 5.

5.1 Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500 EUR) représenté par cinq cents (500) parts sociales de Classe Z d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25 EUR) chacune et ayant les droits et obligations tels que décrits dans les présents Statuts."

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée de la manière requise pour la modification de ces Statuts.

5.3 Le capital social de la Société pourra être réduit par l'annulation de parts sociales y compris par l'annulation de l'entièreté d'une ou de plusieurs Classes de parts sociales par le rachat et l'annulation de toutes les parts sociales émises de cette/ces Classe(s), étant entendu que les parts sociales de Classe Z ne pourront pas être rachetées ou annulées.

5.3.1 Dans le cas d'une réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une ou de plusieurs Classes de parts sociales, les détenteurs de parts sociales de la/des Classe(s) de parts sociales rachetées et annulées recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par part sociale (telle que définie ci-dessous) pour chaque part sociale de la/des Classe(s) détenue(s) par eux et annulée(s).

5.3.2 La Valeur d'Annulation par Part Sociale sera calculée en divisant le Montant Total d'Annulation (tel que défini ci-dessous) par le nombre de parts sociales émises dans la/les Classe(s) de Parts Sociales à être rachetées et annulées.

5.3.3 Le Montant Total d'Annulation sera un montant déterminé par le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale des associés sur la base de comptes intérimaires de la Société (les "Comptes Intérimaires") à une date qui ne pourra être antérieure à huit (8) jours avant la date du rachat concerné, la réduction du capital social et l'annulation des parts sociales de la/des Classe(s) concernée(s) conformément à ce qui suit:

5.3.3.1 Le Montant Total d'Annulation pour chacune des Classes A, B, C, D, E et F sera le Montant Disponible sauf autrement décidé par l'assemblée générale des associés selon la procédure prévue pour une modification des Statuts à condition que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur au Montant Disponible.

5.3.3.2 Le "Montant Disponible" est constitué par le montant total des profits nets de la Société (incluant les profits reportés à nouveau mais

(i) moins le résultat, s'il est positif, de toutes les pertes (incluant les pertes reportées à nouveau) exprimées par un chiffre positif moins toutes les primes d'émission librement distribuables et les autres réserves librement distribuables et

(ii) moins toutes les sommes qui doivent être placées en réserve(s) conformément aux exigences de la loi ou des Statuts) tel qu'il ressort des Comptes Intérimaires mentionnés à l'article 5.3.3.et

(iii) plus le résultat sous (i) si négatif (exprimé comme positif).

5.3.4 A compter du rachat et de l'annulation des parts sociales de la/des Classe(s) concernée(s), la Valeur d'Annulation par part sociale sera due et payable par la Société.

Art. 6. Chaque part sociale à les droits et obligations comme décrits dans le présent article. Les parts sociales d'une Classe auront des droits proportionnels à l'intérieur d'une telle Classe. Les parts sociales pourront être mises en gage par les associés.

Art. 7. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pour cent du capital social. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent des droits appartenant aux survivants. En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans trente jours à partir de la date du refus du transfert à un non-associé conformément aux dispositions de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité du capital. Ils sont rééligibles et ils sont révocables ad nutum et à tout moment.

I. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

aa) Le conseil des gérants peut, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la décision intervenue.

Le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser les actes et opérations relatifs à l'objet de la Société. La Société sera engagée par la signature seule et individuelle de chacun des gérants ou par la signature individuelle de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par les gérants.

Art. 9. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Comme mandataires, ils sont responsables de l'exécution de leur mandat.

Art. 10. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

bb) **Art. 11.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 12. L'année sociale commence le 1^{er} octobre et finit le trente septembre de l'année suivante.

Art. 13. Chaque année, la gérance établit les comptes annuels au trente septembre.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 15. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par les gérants duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal ou, pour le premier exercice social, la date de constitution, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

La balance pourra être distribuée aux associés moyennant décision de l'assemblée générale des associés prenant en compte les dispositions de l'article 5 dans la mesure appropriée.

Le compte de prime d'émission pourra être distribué aux Associés moyennant décision de l'Assemblée Générale des Associés prenant en compte les dispositions de l'article 5 dans la mesure appropriée. L'Assemblée Générale des Associés pourra décider d'allouer tout montant du compte de réserve prime d'émission au compte de réserve légale.

Art. 16. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 17. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

En cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Der Notar bestätigt die Gesetzmässigkeit des gegenwertigen Gemeinsamen Verschmelzungsplans, gemäss den Bestimmungen von Artikel 261 et ss des abgeänderten Gesetzes vom 10 August 1915 über Handelsgesellschaften

Worüber Protokoll, aufgenommen in Luxemburg, im Jahre, Monate und Tag wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung haben die vorgenannten Kompargenten zusammen mit dem amtierenden Notar das vorliegende Protokoll unterschrieben

Gezeichnet: T. HOSS, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 31 octobre 2014. Relation: LAC/2014/50956. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 10. November 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014174120/316.

(140199168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2014.

Marbella Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 191.044.

— STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the twenty-fifth day of the month of September;

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

THERE APPEARED:

The private limited liability company "TSM Services (Luxembourg) S.à r.l.", established and having its registered office in L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen, registered with the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 152.398,

here represented by Mrs. Irina FERREIRA, private employee, residing professionally in L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen, (the "Proxy-holder"), by virtue of a proxy given under private seal on the 23rd day of September 2014.

Such proxy, after having been signed "ne varietur" by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, has required the officiating notary to enact the deed of association of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") to establish as follows:

Art. 1. There is hereby established a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") under the name of "Marbella Real Estate S.à r.l." (the "Company"), which will be governed by the present articles of association (the "Articles") as well as by the respective laws and more particularly by the modified law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Law").

Art. 2. Corporate object. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of interests in Luxembourg and foreign companies, in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those interests.

The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option,

securities, and any intellectual property rights, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop them.

The Company may own, develop and manage a portfolio of intellectual property rights, as well as to acquire, develop and dispose of copyrights, patents, trademarks and any other intellectual property rights, and manage those rights by sale, assignment, exchange and any other means. The Company may receive or grant licenses on intellectual property rights.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt securities in registered form and subject to transfer restrictions. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or affiliated companies.

The Company may give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, financial assistance, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal, and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 3. The registered office is established in the Municipality of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg). The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the management.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a simple decision of the shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the Company's nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the Company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 4. The duration of the Company is unlimited.

Art. 5. The corporate capital is set at twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR) represented by twelve thousand five hundred (12,500) sharequotas of one Euro (1.- EUR) each.

When and as long as all the sharequotas are held by one person, the articles 200-1 and 200-2 among others of the amended Law are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the Company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders' meeting are not applicable.

The Company may acquire its own sharequotas provided that they be cancelled and the capital reduced proportionally.

Art. 6. The sharequotas are indivisible with respect to the Company, which recognizes only one owner per sharequota.

If a sharequota is owned by several persons, the Company is entitled to suspend the related rights until one person has been designated as being with respect to the Company the owner of the sharequota. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor. Nevertheless, the voting rights attached to the sharequotas encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

Art. 7. The transfer of sharequotas inter vivos to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital. The transfer of sharequotas mortis causa to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the sharequotas are transferred to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse. If the transfer is not approved in either case, the remaining shareholders have a preemption right proportional to their participation in the remaining corporate capital.

Each unexercised preemption right inures proportionally to the benefit of the other shareholders for a duration of three months after the refusal of approval. If the preemption right is not exercised, the initial transfer offer is automatically approved.

Art. 8. Apart from his capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the Company through the current account.

The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who has made the cash advance and the Company. They will bear interest at a rate fixed by the general shareholders' meeting with a two third majority. These interests are recorded as general expenses.

The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the Company with respect to the advance and interests accrued thereon.

Art. 9. The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency of a shareholder will not put an end to the Company. In case of the death of a shareholder, the Company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

Art. 10. The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of the Company nor interfere in any manner in the management of the Company. They have to refer to the Company's inventories.

Art. 11. The Company is managed and administered by one or several managers, whether shareholders or third parties. The power of a manager is determined by the general shareholders' meeting when he is appointed. The mandate of manager is entrusted to him until his dismissal ad nutum by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the Company's transactions and to represent the Company in and out of court.

The manager(s) may appoint attorneys of the Company, who are entitled to bind the Company by their sole signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

Art. 12. No manager enters into a personal obligation because of his function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the Company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

Art. 13. The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital. Nevertheless, decisions amending the Articles can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital. Interim dividends may be distributed under the following conditions:

- interim accounts are drafted on a quarterly or semi-annual basis,
- these accounts must show a sufficient profit including profits carried forward,
- the decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the shareholders.

Art. 14. The Company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

Art. 15. Each year, as of the thirty-first day of December, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

Art. 16. Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the Company during the fifteen days preceding their approval.

Art. 17. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the Company. Each year five percent (5%) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reason the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

Art. 18. In the event of the dissolution of the Company for whatever reason, the liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

When the Company's liquidation is closed, the Company's assets will be distributed to the shareholders proportionally to the sharequotas they are holding.

Losses, if any, are apportioned similarly, provided nevertheless that no shareholder shall be forced to make payments exceeding his contribution.

Art. 19. With respect to all matters not provided for by these Articles, the shareholders refer to the legal provisions in force.

Art. 20. Any litigation which will occur during the liquidation of the Company, either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the Company, will be settled, insofar as the Company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure.

Transitory disposition

The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31st of December 2014.

Subscription and payment

The Articles thus having been established, the twelve thousand five hundred (12,500) sharequotas have been subscribed by the sole shareholder, the company "TSM Services (Luxembourg) S.à r.l.", pre-designated and represented as said

before, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately eight hundred Euro (EUR 800.-).

Resolutions taken by the sole shareholder:

The aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

- 1) The registered office is established in L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
- 2) The following persons are appointed as managers of the Company for an undetermined duration:
 - Mr. Christian TAILLEUR, private employee, born in Metz (France), on May 17, 1967, residing professionally in L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen;
 - Mr. Keimpe REITSMA, private employee, born in Leiden (The Netherlands), on June 12, 1956, residing professionally in L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen; and
 - Mr. James BODY, private employee, born in Clare (Ireland), on April 5, 1976, residing professionally in L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
- 3) The Company is validly bound in any circumstances and without restrictions by the joint signature of any two (2) managers.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

The undersigned notary, who understands and speaks French and English, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in French followed by an English version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the French and the English text, the English version will prevail.

After reading the present deed to the Proxy-holder, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq septembre;

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société à responsabilité limitée «TSM Services (Luxembourg) S.à r.l.», établie et ayant son siège social à L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 152.398,

ici représentée par Mme Irina FERREIRA, employée privée, demeurant professionnellement à L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen, (la «Mandataire»), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée le 23 septembre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Marbella Real Estate S.à r.l.», (la «Société»), laquelle sera régie par les présents statuts (les «Statuts») ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»).

Art. 2. L'objet social de la Société est l'accomplissement de toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société peut utiliser ses fonds pour constituer, administrer, développer et vendre ses portefeuilles d'actifs tel qu'ils seront constitués au fil du temps, acquérir, investir dans et vendre toute sorte de propriétés, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières, notamment, mais non limité à des portefeuilles de valeurs mobilières de toute origine, pour participer dans la création, l'acquisition, le développement et le contrôle de toute entreprise, pour acquérir, par voie d'investissement, de souscription ou d'option des valeurs mobilières et des droits intellectuels, pour en disposer par voie de vente, transfert, échange ou autrement et pour les développer.

Pour ce faire, la Société pourra gérer un portefeuille de droits de propriété intellectuelle, ainsi qu'acquérir, développer et céder des droits d'auteur, brevets, marques ainsi que toute autre droit de propriété intellectuelle. Elle pourra gérer

ces droits en les vendant, les assignant ou en les échangeant. La Société pourra en outre recevoir ou octroyer des licences sur les droits de propriété intellectuelle.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes sous forme nominative et soumise à des restrictions de transfert. La Société peut accorder tous crédits, y compris le produit de prêts et/ou émissions de valeurs mobilières, à ses filiales ou sociétés affiliées.

La Société peut consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations et les obligations de sociétés dans lesquelles elle a une participation ou un intérêt directs ou indirects et à toute société faisant partie du même groupe de sociétés que la Société et elle peut assister ces sociétés pour, y inclus, mais non limité à la gestion et le développement de ses sociétés et leur portefeuille, financièrement, par des prêts, avances et garanties. Elle peut nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 3. Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. La durée de la Société est illimitée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de un euro (1,- EUR) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la Loi sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la Société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

La Société peut acquérir ses propres parts à condition qu'elles soient annulées et le capital réduit proportionnellement.

Art. 6. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 7. Les cessions de parts entre vifs à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les cessions de parts à cause de mort à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

En cas de refus d'agrément dans l'une ou l'autre des hypothèses, les associés restants possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant.

Le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés. Il doit être exercé dans un délai de trois mois après le refus d'agrément. Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 8. A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant de la Société.

Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la Société. Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la Société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

Art. 9. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société. En cas de décès d'un associé, la Société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

Art. 10. Les créanciers, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 11. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Les pouvoirs d'un gérant seront déterminés par l'assemblée générale lors de sa nomination. Le mandat de gérant lui est confié jusqu'à révocation ad nutum par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la Société et pour représenter la Société judiciairement et extrajudiciairement.

Le ou les gérants peuvent nommer des fondés de pouvoir de la Société, qui peuvent engager la Société par leurs signatures individuelles, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

Art. 12. Tout gérant ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle, quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 14. L'exercice social court du premier janvier au trente et un décembre de chaque année.

Art. 15. Chaque année, au 31 décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.

Art. 16. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

Art. 17. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 18. En cas de dissolution de la Société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés.

La liquidation de la Société terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent.

Des pertes éventuelles sont réparties de la même façon, sans qu'un associé puisse cependant être obligé de faire des paiements dépassant ses apports.

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents Statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Art. 20. Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la Société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre le ou les gérants et la Société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la Société, par arbitrage conformément à la procédure civile.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ont été souscrites par l'associée unique, la société «TSM Services (Luxembourg) S.à r.l.», prédésignée et représentée comme dit ci-avant, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de huit cents euros (800,- EUR).

Résolutions prises par l'associée unique:

La partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associée unique:

- 1) Le siège social est établi à L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
- 2) Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Christian TAILLEUR, employé privé, né à Metz (France), le 17 mai 1967, demeurant professionnellement à L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen;
 - Monsieur Keimpe REITSMA, employé privé, né à Leiden (Pays-Bas), le 12 juin 1956, demeurant professionnellement à L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen; et
 - Monsieur James BODY, employé privé, né à Clare (Irlande), le 5 avril 1976, demeurant professionnellement à L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
- 3) La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature conjointe de deux (2) gérants.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle le français et l'anglais, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en français suivi d'une version anglaise; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte français et anglais, la version anglaise prévaudra.

Après lecture du présent acte au Mandataire, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par ses nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: I. FERREIRA, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 30 septembre 2014. LAC/2014/45270. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161678/328.

(140184360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Stork Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 191.479.

In the year two thousand and fourteen, on the eight day of October.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held

an Extraordinary General Meeting of unitholders (the "Meeting") of "STORK FUND" (hereafter referred to as the "Fund"), a mutual investment fund ("fonds commun de placement"), existing under the law of 13th February 2007 regarding specialised investment funds, managed by the management company CIGOGNE Management S.A., having its registered office at 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 in Luxembourg. The Fund was established pursuant to management regulations executed on June 25, 2007 under the name "STORK FUND" and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial").

The Meeting was presided by Mr. Régis Galiotto, notary's clerk, professionally residing in Luxembourg.

The Chairman appointed as secretary and the meeting elected as scrutineer Mrs Solange Wolter-Schieres, notary's clerk, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the undersigned notary to state:

I. That the agenda of this meeting is the following:

- a) To approve, in accordance with article 70 of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment fund (the "2007 Law"), the conversion of the Fund into a société d'investissement à capital variable ("SICAV") governed by chapter 3 of the 2007 Law, the SICAV to adopt the name of "STORK FUND" (the "Conversion");
- b) to fix the effective date (the "Effective Date") of the Conversion.
- c) to adopt the articles of incorporation of the SICAV, in the form submitted to the unitholders;

- d) to fix the registered office of the SICAV at 9 Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;
- e) to appoint the following persons as directors of the SICAV with effect from the Effective Date:
 - Georges VANDERMARLIERE, born in Comines (France), on 6 March 1960, professionally residing at 6, Avenue de Provence, Provence, F-75009 Paris, France;
 - Guillaume BINNENDIJK, born in Strasbourg (France), on 8 July 1979, professionally residing in L-1724 Luxembourg, 9, boulevard du Prince Henri;
 - Joffrey CZURDA, born in Sarrebourg (France), on 11 March 1981, professionally residing in L-1724 Luxembourg, 9, boulevard du Prince Henri.
- f) to appoint Deloitte Audit S.à.r.l. as auditor of the SICAV for the accounting year ending on 31 December 2014.

II. That the Extraordinary General meeting has been duly convened by notices containing the agenda of the meeting published in the Mémorial and in the Luxemburger Wort on 19th of September 2014 and 29th of September 2014 and by notices containing the agenda sent by mail to all registered unitholders at their address indicated in the register of unitholders of the Fund.

III. That the unitholders present or represented at this meeting and the number of units held by each of them are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the Chairman, the Secretary, the Scrutineer and the undersigned notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented unitholders, initialled "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

IV. That it appears from the attendance list that out of 54,213.56557 units in issue, 32,699.8099 units are represented at the present Meeting.

V. That as a result of the foregoing, the present Meeting is therefore regularly constituted and may validly deliberate on the agenda.

After deliberation, the meeting, unanimously, took the following resolutions:

- a) It is resolved to approve, in accordance with article 70 of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment fund (the "2007 Law"), the conversion of the Fund into a société d'investissement à capital variable ("SICAV") governed by chapter 3 of the 2007 Law, the SICAV to adopt the name of "STORK FUND" (the "Conversion");
- b) It is resolved to fix the effective date (the "Effective Date") of the Conversion, to be as from 8 October 2014;
- c) It is resolved to adopt the articles of incorporation of the SICAV, in the following form:

“ **Art. 1. Name.** There exists among the subscribers and all those who subsequently become Shareholders a “société anonyme” operating in the form of a multiple-sub-fund investment company with variable Share capital - specialised investment fund (a “SICAV-SIF”) bearing the name of STORK FUND (the “Company”). The Company is subject to the provisions of the Law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the “Law of 13 February 2007”).

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

The board of directors is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for the amendments to the Articles of Incorporation.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company’s nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be taken by the board of directors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an indefinite period. It may be dissolved by a decision of the general meeting of Shareholders ruling as on matters of amendment to the articles of Incorporation.

Art. 4. Object. The exclusive object of the Company is to invest the funds raised from its investors in a pool of assets with the aim of spreading the investment risks and providing to its Shareholders the results of management of its portfolio. The Company may take all measures and perform all operations which it shall judge to be expedient in terms of achieving or furthering its object in the broadest sense within the framework of the Law of 13 February 2007.

Art. 5. Share capital. Initially set up as an open-ended common fund (fonds commun de placement) on 25 June 2007, the SIF changed its legal form on 8 October 2014 in an investment company with variable Share capital with multiple sub-funds, subject to Luxembourg Law dated 13 February 2007 related to Specialised Investment Funds.

The minimum subscribed capital of the Company shall at all times be equal to the minimum fixed by current regulations, i.e. the equivalent of one million two hundred fifty thousand (1.250.000) EUR. This minimum has to be reached within a period of twelve months following the approval of the Company by the Luxembourg supervisory authority.

The Shares to be issued may, in accordance with Article 6 of the Articles of Incorporation, and as the board of directors shall elect, fall within various categories comprising the Company's assets.

The proceeds of all Share issues in a specific category shall be invested in a pool of assets in the Sub-Fund corresponding to such category of Shares, according to the investment policy determined by the board of directors for the given Sub-Fund, with the aim of spreading the investment risks and taking account of the investment restrictions adopted by the board of directors.

Art. 6. Classes of shares. For each Sub-Fund, the board of directors may decide to create one or more classes of Shares, the assets of which shall be invested according to the specific investment policy of the relevant Sub-Fund. Classes of Shares may differ, among others, with respect to the sales and/or redemption commission, the advisory or management fee, the performance fee, the currency hedge policy, the distribution policy (distribution Shares, capitalization Shares).

Features are described in the offering document of the Company.

A distribution Share is a Share, which normally confers upon its holder the right to receive a dividend in cash.

A capitalisation Share is a Share that does not normally confer upon its holder the right to receive a dividend but the portion due to the holder of the amount to be distributed is capitalised in the Sub-Fund to which the capitalisation Shares belong.

The board of directors may also decide to split or to reverse split a Share class of a sub-fund of the Company.

The Shares of the various classes confer on their holders the same rights, in particular with regard to voting rights at General Meetings of shareholders. According to the provisions of Article 7 of the Articles of Incorporation, the right to vote can only be exercised for a whole number of Shares.

The articles of the Articles of Incorporation applicable to the Sub-Funds apply mutatis mutandis to the different classes of Shares described in the Company's prospectus.

Art. 7. Restrictions to the subscription for shares. Shares may only be subscribed and held by investors which comply with the provisions of the Law of 13 February 2007 (the "Eligible Investors"):

- institutional investors; or
- professional investors, Investors who are qualified as professional investors under Annex II of Directive 2004/39 on investment services and regulated markets as amended; or
- any other investors who have declared in writing that they are "well-informed investors" and
- * either invest a minimum of the equivalent of one hundred twenty five thousand (125.000) EUR in the Company; or
- * provide an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in the specialized investment fund.

The board of directors or the entities appointed by the board of directors to receive subscription orders for Shares of the Company, may request all information and documents required or necessary in order to assess the status as Eligible Investor of an investor.

The restrictions of the present Article do not apply to the board of directors, to the managers of the board of directors or to any other person involved in the management of the Company.

Art. 8. Restrictions on shares ownership. The Company may restrict or prevent ownership of Shares in the Company by any natural person or legal entity if the Company considers that this ownership violates the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or of any other country, or may subject the Company to taxation in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Company.

In such instance, the Company may:

- a) decline to issue any Shares and decline to register any transfer of Shares if such issue or transfer may result in the ownership of the Shares by a person who is not authorised to hold Shares in the Company;
- b) proceed with the compulsory redemption of all the Shares if it appears that a person who is not authorised to hold Shares in the Company, either alone or together with other persons, is the owner of Shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the Shares, if it appears to the Company that a person owns or several persons own Shares in the Company in a manner that may be detrimental to the Company. The following procedure shall be applied:

1. the Company shall send a notice (hereinafter called "the redemption notice") to the Shareholder(s) possessing the Shares; the redemption notice shall specify the Shares to be redeemed, the redemption price to be paid, and the place where this price shall be payable. The redemption notice may be sent to the Shareholder(s) by registered mail to his (their) last known address(es). The Shareholder(s) shall be obliged without delay to deliver to the Company the certificate or certificates, if any, representing the Shares specified in the redemption notice. From the closing of the offices on the

day specified in the redemption notice, the Shareholder(s) shall cease to be the owner(s) of the Shares specified in the redemption notice and the certificates representing these Shares shall be rendered null and void in the books of the Company;

2. the price at which the Shares specified in the redemption notice shall be redeemed ("the redemption price") shall be equal to the Net Asset Value of the class of Shares of the Company determined in accordance with Article 14 hereof on the date of the redemption notice;

3. payment of the redemption price will be made available to the former owner of such Shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions and will be deposited for payment by the Company to such person with a bank account in Luxembourg or abroad (as specified in the redemption notice) upon final determination of the redemption price following surrender of the Share(s) or Share certificate(s) specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the redemption notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such Shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the redemption price (without interest) from such bank following effective surrender of the Share(s) or Share certificate(s) as aforesaid;

4. the exercise of the powers conferred by this Article to the Company shall not be challenged or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was different than it appeared to the Company at the date of the relevant redemption notice, provided that such powers shall always be exercised by the Company in good faith.

c) refuse, during any Shareholders' meeting, the right to vote of any person who is not authorised to hold Shares in the Company.

In particular, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any "U.S. Person".

The term "U.S. Person" means any resident or person with the nationality of the United States or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other company, association or entity incorporated under or governed by the laws of the United States or any person falling within the definition of "U.S. Person" under such laws.

Art. 9. Form of shares. Shares are issued without par value form and are fully paid-up. All Shares, whatever the sub-fund and class into which they fall, are issued in registered form in the name of the subscriber, evidenced by entry of the subscriber in the register of Shareholders, in which case a registered Share certificate may be provided at the express request of the Shareholder. If a Shareholder requires more than one registered certificate for his Shares, the cost of additional certificates may be charged to him. The board of directors has however the possibility to issue certificates representing bearer Shares under the condition that the directors are able to verify at any moment the qualification of Eligible Investor ("Investisseur Eligible") of the owners of such Shares.

In the case the Shares are held by a bare owner (nu-propriétaire) and a usufructuary (usufruitier), the voting rights and rights to dividends belong to the usufructuary.

The register of Shareholders shall be held by the Company or by one or more persons appointed to this effect by the Company. The entry in the register must indicate the name of each holder of registered Shares, their elected place of residence or domicile, the number of registered Shares they hold, and the amount paid for each of the Shares. Any transfer of registered Shares, whether inter vivos or causa mortis, shall be entered in the register of Shareholders, and the entry shall be signed by one or more executives or authorised agents of the Company, or by one or more other persons appointed to this effect by the board of directors.

The transfer of registered Shares shall be undertaken by submitting to the Company certificates representing the Shares, together with all the other transfer documents required by the Company or, if no certificates have been issued, by a written transfer declaration entered in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee or by their agents providing evidence of the requisite authority.

Any Shareholder wishing to obtain registered Share certificates must provide to the Company an address to which all communications and information may be sent. This address shall also be entered in the register of Shareholders.

If a named Shareholder does not provide the Company with an address, this may be noted in the register of Shareholders and the address of the Shareholder shall be deemed to be the registered office of the Company or any other address that the Company may specify, until another address is provided by the Shareholder. The Shareholder may at any time have the address in the register of Shareholders changed by written notice sent to the registered office of the Company, or to any other address which may be stipulated by the Company.

Share certificates shall be signed by two directors. The two signatures may be handwritten, printed, or affixed by stamp. However, one of the signatures may be affixed by a person appointed to this effect by the board of directors, in which case it must be handwritten. The Company may issue temporary certificates in the forms determined by the board of directors.

Shares are only issued upon acceptance of the subscription and receipt of the price payable in accordance with Article 10 of the Articles of Incorporation.

Shares may be issued in fractions of Shares up to one thousandth of a Share, as single Shares or represented by certificates representing several Shares. Fractional bearer Shares cannot be physically delivered and shall be held by the Custodian Bank in a dedicated securities account for this purpose.

The rights relating to fractions of Shares are exercised pro rata to the fraction held by the Shareholder, with the exception of the voting right, which may only be exercised in respect of a whole number of Shares.

If a Shareholder can demonstrate to the Company that his Share certificate has been lost or destroyed, a duplicate may be issued at his request under the conditions and subject to the guarantees specified by the Company, usually in the form of an undertaking, without prejudice to any other form of guarantee which the Company may choose. From the time of issue of the new certificate, endorsed to show that it is a duplicate, the original certificate shall no longer have any value.

Damaged Share certificates may be exchanged by the Company, which will then cancel them immediately. The Company may at its discretion charge the Shareholder for the cost of the duplicate or the new certificate as well as all documented expenses incurred by the Company in relation to the issue and entry in the register or to destruction of the old certificate.

The Company only recognises one holder per Share. If there are several holders of one Share, the Company shall be entitled to suspend exercise of all rights attached thereto until such time as a single person has been designated as being the owner of the Share in question.

Art. 10. Issue of shares. Within each Sub-Fund, the board of directors is authorized, at any time and without limitation, to issue additional Shares, fully paid-up, without reserving to the former Shareholders any preferential subscription right.

If the Company offers Shares for subscription, the price per Share offered, irrespective of the Sub-Fund or class of Shares in which such Share is issued, shall be equal to the Net Asset Value of such class of Shares as determined in accordance with Article 14 of the Articles of Incorporation. Subscriptions shall be accepted on the basis of the price of the first Valuation Date, defined at Article 15 of the Articles of Incorporation, following the date of receipt of the subscription application. Such price shall be increased by commission, as the Offering Document for such Shares shall stipulate.

Shares shall only be issued upon acceptance of subscription and receipt of the price. Following acceptance of the subscription and receipt of the price payable, the Shares subscribed shall be allocated to the subscriber.

Subscriptions may also be made by way of contribution of assets other than cash, subject to the consent of the board of directors. Such assets must comply with the investment policy and investment restrictions as defined for each Sub-Fund. They shall be valued in accordance with the valuation principles for assets set out in the Offering Document. In addition, in accordance with the law of 10 August 1915 relating to commercial companies as amended (the "Law of 1915"), such contribution in kind shall be the subject of a report prepared by the Company's auditor. The costs in relation to subscription through contribution in kind shall be borne by the subscriber.

The board of directors may delegate to any manager or any executive or other authorized agent of the board of directors duly authorized to such effect the task of accepting subscriptions, redemptions or conversions and of paying or receiving payment of the price of the new Shares to be issued or Shares to be repurchased.

All new share subscriptions must be fully paid-up, failing which they shall be null and void, and the Shares issued shall enjoy the same interest or dividends as the Shares existing on the date of issue.

The board of directors will have the right to stop the issue of Shares at any time. It may limit this measure to certain countries or certain class or classes of Shares.

Art. 11. Redemption of shares. Except if such is prohibited by the board of directors, each Shareholder shall be entitled, subject to any terms, conditions and restrictions imposed by the board of directors, to ask the Company to repurchase all or part of the Shares the Shareholders holds.

The redemption price of a Share, depending on the Sub-Fund to which it belongs, shall be equal to its Net Asset Value as determined with regard to each class of Share in accordance with Article 14

of the Articles of Incorporation. Redemptions are based on the price applying on the first Valuation Date following the date of receipt of the redemption application. The redemption price may be reduced by redemption commission as the Offering Document shall specify.

In the event of significant redemption applications relating to one Sub-Fund, the Company may, but has no obligation to, process such redemptions at a price determined further to selling of the necessary securities in the shortest time possible and once the Company is able to have disposal in respect of the proceeds of such sales. In order to ensure an equal treatment of investors, such a delay in the processing of the redemptions will apply to all investors requesting the redemption and will apply to the entirety of Shares presented for redemption. A single Net Asset Value shall be calculated for all redemption applications presented at the same time. Such applications shall be treated on a priority basis over all other applications.

With the agreement of the Shareholder(s) concerned, the board of directors may from time to time decide to make payments in kind, respecting the principle of equal treatment of Shareholders, by allocating to Shareholders who have requested redemption of their Shares, transferable securities from the portfolio of the Sub-Fund in question, the value of which shall be equal to the redemption price of the Shares.

All redemption applications must be presented by the Shareholder in writing to the registered office of the Company or to another legal entity authorised with regard to the repurchase of Shares. Applications must state the name of the Shareholder, the Sub-Fund, the class, the number of Shares or the amount to be redeemed, as well as the instructions for paying the redemption price.

The board of directors may delegate to any director or any executive or other authorised agent of the Company duly authorised to such effect the task of accepting redemptions and of paying or receiving payment of the price of the Shares to be repurchased.

Payment for the redeemed Shares will be made as soon as possible, once the Net Asset Value is calculated in accordance to Article 14 of the Articles of Incorporation and if the Company has sufficient liquid assets in the relevant Sub-Fund to accommodate the redemption.

Neither the board of directors nor the custodian bank of the Company may be held liable for any failure to pay redemption proceeds resulting from the application of any exchange control or other circumstances that are outside their control, which would restrict transfer of the proceeds from the redemption of the Shares or make it impossible.

All redemption applications shall be irrevocable except in the event of suspension of calculation of the Net Asset Value of Shares.

Before the redemption price can be paid, redemption applications must be accompanied by the Share certificate(s) in the due and proper form and the documents required in order to effect their transfer.

Shares repurchased by the Company shall be cancelled.

Art. 12. Conversion of shares. Except if such is prohibited by the board of directors, each Shareholder shall be entitled, subject to any terms, conditions and restrictions imposed by the board of directors and provided in the Offering Document, to request the conversion of whole or part of his Shares of one class into Shares of the same or another class, within the same Sub-Fund or from one Sub-Fund to another Sub-Fund subject to the prior approval of the board of directors.

Conversion shall be based on the Net Asset Value as determined according to Article 14 of the Articles of Incorporation, of the class(es) or Share of the Sub-Funds in question on the first common Valuation Date following the date of receipt of the conversion application and taking account as appropriate of the exchange rate in force between the currencies of the two Sub-Funds or two classes of Shares on the Valuation Date. The board of directors may impose such restrictions as it shall deem necessary on the frequency of conversions or on the conversions themselves and it may render conversions subject to payment of costs, the amount of which it shall determine on a reasonable basis.

In the event of significant conversion applications relating to one Sub-Fund or to one class of Share, the Company may, but has no obligation to, process such conversions at a price determined further to selling of the necessary securities in the shortest time possible and once the Company is able to have disposal in respect of the proceeds of such sales. In order to ensure an equal treatment of investors, such a delay in the processing of the conversions will apply to all investors requesting the conversion and will apply to the entirety of Shares presented for conversion. A single Net Asset Value shall be calculated for conversion applications presented at the same time. Such applications shall be treated on a priority basis over all other applications.

All conversion applications must be presented by the Shareholder in writing to the registered office of the Company or to another legal entity authorized with regard to the conversion of Shares. The application must state the name of the Shareholders, the Sub-Fund and the class of Share held, the number of Shares or the amount to be converted, as well as the Sub-Fund and the class of Share to be obtained in exchange. It must be accompanied by any Share certificates issued. If registered Share certificates have been issued for the Shares in their original class, the new certificates shall not be prepared until the old certificates have been returned to the Company.

Fractions of Shares resulting from the conversion will be allocated and no payment in cash corresponding to such fractions will be done.

The board of directors may delegate to any director or any executive or other authorised agent of the Company duly authorized to such effect the task of accepting conversions.

Shares, which have been converted into other Shares, shall be cancelled.

Art. 13. Transfer of shares. Except if such is prohibited by the board of directors, ordinary Shares may only be transferred, pledged or assigned to Eligible Investors. Any transfer or assignment of ordinary Shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligation of the seller under the subscription agreement entered into the seller.

Art. 14. Calculation of the net asset value of shares. The Net Asset Value of a class of Share, irrespective of the Sub-Fund and class for which it is issued, shall be determined in the currency chosen by the board of directors by way of a figure obtained by dividing on the Valuation Date - defined at Article 15 of the articles of Incorporation - the net assets of the Sub-Fund in question by the number of Shares issued in such Sub-Fund and such class of Shares.

The Net Asset Value per Share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine. If since the time of determination of the Net Asset Value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class of Shares are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation, in which case all relevant subscription and redemption requests will be dealt with on the basis of that second valuation.

Valuation of the net assets of the various Sub-Funds shall be performed as follows:

The net assets of the Company shall be formed by the assets of the Company as defined below, less the liabilities of the Company as defined below, on the Valuation Date on which the Net Asset Value is determined.

(1) The assets of the Company comprise the following:

- a) All cash in hand or held at banks, including interest accrued and not paid;
- b) All bills and notes payable at sight and accounts receivable, including proceeds from the sale of securities, the price of which has not yet been collected;
- c) All securities, units, shares, bonds, option or subscription rights, and other investments and transferable securities which are the property of the Company;
- d) All dividends and distributions due to the Company in cash or securities insofar as the Company could reasonably have knowledge thereof (the Company may however make adjustments in view of fluctuations in the market value of transferable securities on the basis of operations such as ex dividend and ex rights trading);
- e) All interest accrued and not paid produced by the securities which are the property of the Company, unless however such interest is included in the principal amount of such securities;
- f) The costs of incorporation of the Company insofar as they have not been amortized;
- g) All other assets, whatever the nature thereof, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

- a) The value of cash in hand or on deposit, bills and notes due on demand, accounts receivable, prepaid expenses, dividends and interest declared or due but not yet received consists of the nominal value of these assets, unless it is unlikely that this value will be received, in which event, the value shall be determined by deducting an amount which the board of directors or an entity appointed by the board of directors for that purpose, deems adequate to reflect the real value of these assets.
- b) Securities, money-market instruments and financial derivative instruments
 - i. that are listed on a stock exchange or traded on another regulated market will be valued at the last available price on such stock exchange or regulated market;
 - ii. that are listed on a stock exchange or traded on another regulated market but also traded by market makers outside the stock exchange or the regulated market, will be valued at the last available price on the market that is determined as the main market by the board of directors or by an entity appointed by the board of directors for that purpose;
 - iii. that are not listed on a stock exchange, nor traded on another regulated market, nor traded by market makers outside a stock exchange or a regulated market, will be valued at their probable realisation value, as determined with prudence and in good faith by the board of directors or by an entity appointed by the board of directors for that purpose;
 - iv. that are listed on a stock exchange, or traded on another regulated market, or traded by market makers outside a stock exchange or a regulated market, but for which no price is available or the price of which is, in the opinion of the board of directors or of an entity appointed by the board of directors for that purpose, not representative of their fair value, will be valued on the basis of their probable realisation value, as determined with prudence and in good faith by the board of directors or by the entity appointed by the board of directors for that purpose.
- c) Investments in private equity securities that are not listed on a stock exchange, nor traded on another regulated market, nor traded by market makers outside a stock exchange or a regulated market, will be valued on the basis of their probable realisation value, as determined with prudence and in good faith by the board of directors or by an entity appointed by the board of directors for that purpose, taking into account recognized valuation standards such as the international private equity and venture capital valuation guidelines as set out and amended from time to time by the endorsing private equity and venture capital associations.
- d) Securitised debt instruments (such as, but not limited to, private bonds, promissory notes) and loans (such as, but not limited to, mezzanine loans, senior loans) that are not listed on a stock exchange, nor traded on another regulated market, nor traded by market makers outside a stock exchange or a regulated market, will normally be valued at cost, and subsequently on the basis of the amortized cost less any impairment as such may be deemed appropriate in good faith by the board of directors or by an entity appointed by the board of directors for that purpose.
- e) Money-market instruments and fixed-income securities, even if they are listed on a stock exchange, or traded on another regulated market, or traded by market makers outside a stock exchange or a regulated market, may be valued on the basis of the amortized cost, a method which consists, following purchase, of taking into account straight-line amortization in order to reach the redemption price at maturity of the security provided the residual maturity of such instruments and securities is not more than 90 days. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortization to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the instrument or security. While this method provides certainty in valuation, it may result in periods during which the value as determined by amortized cost, is higher or lower than the price the Company would receive if it sold the instruments or securities.
- f) The liquidation value of futures, spot, forward or options contracts that are not traded on a stock exchange or a regulated market will be equal to their net liquidation value determined in accordance with the policies established by the board of directors or by an entity appointed by the board of directors for that purpose, on a basis consistently applied to each type of contract.

g) Swaps are valued at their fair value based on the last known price of the underlying security.

h) Shares or similar interests in undertakings for collective investment are valued on the basis of their last official or estimated net asset value, as set out below. This net asset value may be adjusted by applying a recognized and appropriate index so as to reflect market changes since the last valuation. In case an undertaking for collective investment (or its manager or administrative agent) provides an estimated net asset value that is more recent than the last available official net asset value, the board of directors or an entity appointed by the board of directors for that purpose, may decide to use such estimated net asset value. In such a case, the net asset value of the Company's Shares at the Valuation Day may be different from the value that would have been obtained if the net asset value of the Company's Shares would have been calculated using the official net asset value of the undertaking for collective investment. Nevertheless, the net asset value of the Company's Shares calculated on the basis of estimated net asset values will be considered as final and applicable despite future divergence.

i) Assets and liabilities expressed in a currency other than that of the relevant Sub-Fund will be converted using the relevant spot rate quoted by major banks or any relevant authority recognised to be competent for. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the board of directors or by an entity appointed by the board of directors for that purpose.

j) The board of directors or an entity appointed by the board of directors for that purpose, may, in circumstances where the interest of the Shareholders so justify, set other appropriate valuation principles to certain or all of the assets of the Company if the aforesaid valuation methods appear impossible or inappropriate. Such other appropriate valuation principles will be determined in good faith and in accordance with the generally accepted principles for valuation.

(2) The liabilities of the Company comprise the following:

a) All loans, bills outstanding and accounts payable;

b) All administration costs outstanding or due, including remuneration to investment advisors, managers, the custodian bank, representatives and agents of the Company.

For the valuation of the amount of these liabilities, the Company shall take into account prorata temporis the expenses, administrative and other, that occur regularly or periodically;

c) The Company constitutes one single legal entity. With regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it. The assets, liabilities, expenses and costs that cannot be allotted to one Sub-Fund will be charged to the different Sub-Funds in equal parts or, as far as it is justified by the amounts concerned, proportionally to their respective net assets.

Adequate provisions will be made, Sub-Fund by Sub-Fund, for expenses to be borne by each of the Company's Sub-Fund and off-balance-sheet commitments may possibly be taken into account on the basis of fair and prudent criteria;

d) All known obligations, whether outstanding or not yet payable, including all contractual obligations due which relate to payments either in cash or in kind, including the amount of the dividends announced by the Company but not yet paid, when the Valuation Date coincides with the date on which determination of the person entitled thereto is undertaken;

e) An appropriate provision for tax on capital and income, accrued to the Valuation Date and fixed by the board of directors, and other provisions authorized or approved by the board of directors;

f) All other obligations of the Company, whatever the nature thereof, with the exception of the liabilities represented by the Company's own funds. With regard to valuation of the amount of such liabilities, the Company may take account of administrative and other expenses which are regular or periodic in nature by way of an estimate for the year or any other period, allocating the amount pro rata over the fractions of such period.

(3) The net assets attributable to all the Shares in a Sub-Fund shall be formed by the assets of the Sub-Fund less the liabilities of the Sub-Fund at close of business on the Valuation Date on which the Net Asset Value of the Shares is determined.

If, within a given Sub-Fund, subscriptions or redemptions take place in respect of Shares of a specific class, the net assets of the Sub-Fund attributable to all the Shares of such class shall be increased or reduced by the net amounts received or paid by the Company on the basis of such Share subscriptions or redemptions.

(4) The board of directors shall establish for each Sub-Fund a pool of assets which shall be allocated in the manner stipulated below to the Shares issued in respect of the Sub-Fund and the class in question in accordance with the provisions of the present Article. For this purpose:

a) The proceeds resulting from the issue of Shares pertaining to a given Sub-Fund shall be allocated in the books of the Company to such Sub-Fund, and the assets, liabilities, income and expenses relating to such Sub-Fund shall be attributed to such Sub-Fund;

b) When an asset is derived from another asset, such latter asset shall be attributed, in the books of the Company, to the same Sub-Fund as that to which the asset belongs from which it was derived, and upon each revaluation of an asset, the increase or reduction in value shall be attributed to the Sub-Fund to which such asset belongs;

c) When the Company bears a liability which relates to an asset of a specific Sub-Fund or to an operation effected in connection with an asset of a specific Sub-Fund, such liability shall be attributed to the same Sub-Fund;

d) In the event that an asset or a liability of the Company cannot be attributed to a specific Sub-Fund, such asset or such liability shall be attributed to all the Sub-Funds pro rata according to the net values of the Shares issued for each of the various Sub-Funds. The Company constitutes a single legal entity;

e) Following payment of dividends on dividend Shares relating to a given Sub-Fund, the value of the net assets of such Sub-Fund attributable to such dividend Shares shall be reduced by the amount of such dividends in accordance with the provisions contained at (6) below.

(5) For the requirements of this Article:

a) Each Share of the Company which is in the process of being redeemed pursuant to Article 11 of the Articles of Incorporation shall be considered as a Share which is issued and existing until the time of close of business on the Valuation Date applying to redemption of such Share and the price thereof shall, with effect from and until such time as the price thereof is paid, be considered as a liability of the Company;

b) Each Share to be issued by the Company in accordance with subscription applications received shall be treated as being issued with effect from close of business on the Valuation Date during which its issue price has been determined, and the price thereof shall be treated as an amount due to the Company until the Company has received the same;

c) All investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than in the respective currency of each Sub-Fund or class, as the case may be shall be valued taking account of the exchange rates in force on the date and at the time of determination of the Net Asset Value of the Shares; and

d) On the Valuation Date, effect shall be given insofar as possible to any purchase or sale of securities contracted by the Company.

(6) Insofar as, and during any time when, among the Shares corresponding to a specific Sub-Fund, Shares of different classes shall have been issued and shall be in circulation, the value of the net assets of such Sub-Fund, established pursuant to the provisions at (1) to (5) of the present Article, shall be apportioned over the whole of the Shares of each class.

(7) In the absence of significant error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the Board of directors or by any bank, company or other organization which the Board of directors has appointed for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

If, within a given Sub-Fund, Share subscriptions or redemptions shall take place in respect of a class of Share, the net assets of the Sub-Fund attributable to all Shares of such class shall be increased or reduced by the net amounts received or paid by the Company on the basis of such Share subscriptions or redemptions. At any given moment, the Net Asset Value of a Share in a specific Sub-Fund or class shall be equal to the amount obtained by dividing the net assets of such Sub-Fund attributable to all Shares of such class by the total number of Shares of such class issued and in circulation at the time.

Art. 15. Frequency and temporary suspension of calculation of the net asset value, Issues, Redemption and conversions of shares.

(1) Frequency of calculation of Net Asset Value

In each Sub-Fund, the Net Asset Value, including the relevant issue price and redemption price, shall be determined periodically by the Company or by a third party appointed by the Company, at a frequency as the board of directors shall decide (whereby each such day of calculation of the Net Asset Value of the assets shall be referred to in the articles of Incorporation as a "Valuation Date"). If a Valuation Date falls on a statutory public or bank holiday in Luxembourg, the Net Asset Value of the Shares shall be determined on the date as specified in the Offering Document.

(2) Temporary suspension of calculation of Net Asset Value

Without prejudice to legal reasons, the Company may suspend calculation of the Net Asset Value of Shares and the issue, redemption and conversion of its Shares, either in a general manner or in respect of one or several Sub-Funds only, if the following circumstances shall arise:

- During all or part of any period in which any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial part of the portfolio of one or several Sub-Funds is listed shall be closed for a reason other than ordinary holiday periods or during which operations thereat are restricted or suspended;

- If there exists a situation of emergency following which the Company cannot access the assets of one or several Sub-Funds or value such assets;

- If the means of communication necessary for determining the price, the value of the assets or stock-exchange prices for one or several Sub-Funds under the conditions defined at the first bullet point above shall be out of service;

- During any period when the Company is unable to repatriate funds with the aim of making payments on the redemption of Shares of one or several Sub-Funds or during which transfers of funds involved in the sale or acquisition of investments or payments due for the redemption of Shares cannot, in the opinion of the board of directors, be effected at normal rates of exchange;

- In the event of publication of a notice convening a general meeting of Shareholders at which it will be proposed that the Company be wound up and liquidated.

With regard to the Sub-Funds in question, the Company shall give notification of such suspension of calculation of the Net Asset Value to the Shareholders seeking subscription, redemption or conversion of Shares, whereby Shareholders may cancel their instructions.

The suspension of the calculation of the Net Asset Value, of the issue, redemption or conversion of Shares, shall be notified to the other Shareholders through all possible means and more specifically by a publication in the press, unless the Board of directors is of the opinion that a publication is not useful in view of the short period of the suspension.

A suspension concerning one Sub-Fund shall not have any effect on calculation either of Net Asset Value or on the issue, redemption or conversion of Shares in the Sub-Funds not affected.

Art. 16. Directors. The Company is administered by a board of directors consisting of at least three members, who need not be Shareholders. The directors shall be appointed by the general meeting for a period not exceeding six years.

Any director may be removed from office with or without cause or be replaced at any time by a decision of the general meeting of Shareholders.

In the event that a post of director becomes vacant following death, resignation or otherwise, a replacement director may be temporarily appointed in accordance with legal provisions. In this event, a definitive election process shall be conducted at the next general meeting.

Art. 17. Meetings of the board of directors. The board of directors shall choose from among its members a chairman who must be a natural person. It may also appoint a vice-chairman and choose a secretary, who need not be a member of the board. Meetings of the board of directors are convened by the chairman or, in place of the chairman, by two directors, as often as required in the interests of the Company, at the place indicated in the notice of the meeting. Meetings may be convened by any means, including verbal.

The board of directors may only validly deliberate and adopt resolutions if at least half its members are present or represented.

Any director may authorise one of his colleagues to represent him at a meeting of the board of directors and vote in his place on matters on the agenda, such authority to be given in writing, by letter, fax, e-mail or any other means approved by the board of directors. One director may represent several of his colleagues.

Decisions shall be taken by a majority of votes. In the event of parity of votes, the person chairing the meeting shall have the casting vote.

In urgent instances, the directors may cast their vote on matters on the agenda by simple letter, telegram or e-mail or by any other means approved by the board of directors.

Directors may participate in a meeting of the board of directors by telephone conference call, videoconference, or other similar means of communication that enable them to be identified. These means of communication must satisfy technical criteria guaranteeing effective participation in the meeting of the board of directors, and the meeting's deliberations must be transmitted without interruption. Any meeting held by such remote means of communication is deemed to have been held at the Company's registered office.

A resolution signed by all members of the board of directors shall have the same value as a decision taken at a meeting of the board of directors; the directors' signatures may all appear on the same copy or on a number of copies of a single resolution. They may be proved by post, fax, scan, telecopy or other analogue means.

The deliberations of the board of directors shall be recorded in minutes signed by the chairman or, in his place, by the person who chaired the meeting. Copies or extracts for production in court or elsewhere shall be signed by the chairman or by two directors.

Art. 18. Powers of the board of directors. The board of directors has extensive powers to manage the business of the Company and conduct conveyances and administrative acts coming under the scope of the Company's object, subject to compliance with the investment policy pursuant to Article 4 of the Articles of Incorporation.

All acts which are not expressly reserved for the general meeting of Shareholders by law or by the Articles of Incorporation shall come under the sphere of authority of the board of directors.

Art. 19. Commitment of the company in relation to third parties. In relation to third parties, the Company shall be validly committed by the joint signature of two directors or by the single signature of any persons to whom such powers of signature have been delegated by the board of directors.

Art. 20. Delegation of powers. The board of directors may delegate the powers relating to daily management of the business of the Company, either to one or several directors or to one or several other agents who need not be Shareholders of the Company, subject to compliance with the provisions of Article 60 of the Law of 10 August 1915, as amended, relating to Commercial Companies.

Art. 21. Depositary. The Company shall conclude an agreement with a depositary under the terms of which that depositary shall assume the functions of custodian of the assets of the Company pursuant to the Law of 13 February 2007.

Art. 22. Personal interests of directors. No contract or other transaction between the Company and other companies or firms shall be affected or invalidated by the fact that one or more directors or authorised agents of the Company have

an interest therein or is a director, partner, authorised agent or employee thereof. A director or authorised agent of the Company who at the same time performs the function of director, partner, authorised agent or employee of another company or firm with which the Company contracts or otherwise enters into business relations shall not on the basis of this connection with that company or firm be prevented from giving his opinion or from voting or acting with regard to any questions relating to such a contract or operation.

In the event that a director or authorised agent of the Company has a personal interest in a transaction of the Company, he shall inform the board of directors thereof and this declaration will be recorded in the minutes of the meeting. He shall not give an opinion or vote on that transaction. Shareholders shall be informed of the transaction and the associated personal interest at the next general meeting of Shareholders.

The term “personal interest” as used in the above paragraph shall not apply to relations or interests which may exist in any manner or capacity or on any basis, in relation to any company or legal entity which the board of directors may determine.

Art. 23. Indemnification of directors. The Company may indemnify directors or authorised agents as well as their heirs, testamentary executors or legal administrators for the expenses reasonably incurred by them in relation to any action, procedure or process to which they are a party or in which they are involved due to the fact that they are or have been a director or authorised agent of the Company, or due to the fact that, at the request of the Company, they have been a director or authorised agent of another company in which the Company is a Shareholder or creditor, insofar as they are not entitled to be indemnified by that other entity, except regarding matters in which they are subsequently convicted for serious negligence or mis-administration under that action or procedure; in the event of out-of-court settlement, such indemnity shall only be granted if the Company is informed by its counsel that the person to be indemnified has not committed any dereliction of duty. This right to indemnification shall not exclude other individual rights held by such persons.

Art. 24. Supervision of the company. Pursuant to the Law of 13 February 2007, all aspects concerning the assets of the Company shall be subject to the control of an independent auditor. The auditor shall be appointed by the general meeting of Shareholders for a period exceeding not six years. The auditor may be replaced at any time, with or without cause, by the general meeting of Shareholders.

Art. 25. Representation. The General Meeting represents all Shareholders. It has extensive powers to order, effect or ratify all acts relating to the operations of the Company.

Art. 26. Annual general meeting. The General Meeting shall be convened by the board of directors.

It must be held within one month of a written request made to the board of directors by Shareholders representing one tenth of the Share capital specifying the items for the agenda.

One or more Shareholders, together holding at least ten percent of the Share capital, may ask the board of directors for one or more items to be included on the agenda of a general meeting. Any such request must be sent to the Company’s registered office by registered letter at least five days before the date of the general meeting.

The annual general meeting shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg at the place specified in the notice of meeting, on the second Wednesday of the month of May each year at 11.30 a.m., and for the first time in 2015. If that day is a public holiday, the annual general meeting shall be held on the first bank business day thereafter. The annual general meeting may be held abroad if the board of directors determines on its sole authority that this is required by exceptional circumstances.

The general meeting shall be convened observing the notice periods required by law, by a letter addressed to each of the registered Shareholders. If bearer Shares are in circulation, the meeting shall be convened by publication of a notice observing the forms and notice periods required by law.

In addition, the Shareholders of each class of Share in a Sub-Fund may meet in a separate general meeting, deliberating and deciding under the conditions of quorum and majority determined by the law in force with regard to the following matters:

1. Allocation of the annual net profit of their Sub-Fund;
2. In the instances set out in Article 33 of the articles of association.

The matters dealt with at a general meeting of Shareholders shall be limited to the items on the agenda and matters relating to these items.

Art. 27. Meetings held without prior notice. Whenever all Shareholders are present or represented and they declare themselves to be duly convened and to have knowledge of the agenda submitted to them, a general meeting may take place without prior notice.

Art. 28. Votes. Each Share gives the right to one vote regardless of the Sub-Fund to which it belongs and irrespective of its Net Asset Value in the Sub-Fund in which it is issued. A voting right may only be exercised for a whole number of Shares. Any fractional Shares are not considered in the calculation of votes and quorum condition. Shareholders may have themselves represented at Shareholders’ general meetings by a representative in writing, by fax or any other means of electronic communication capable of proving this proxy and allowed by law. Such a proxy will remain valid for any

general meeting of Shareholders reconvened (or postponed by decision of the board of directors) to pass resolutions on an identical meeting agenda unless said proxy is expressly revoked. The board of directors may also authorise a Shareholder to participate in any general meeting of Shareholders by video conference or by any other means of telecommunication that allows to identify the Shareholder in question. These means must allow the Shareholder to act effectively in such a meeting, that must be retransmitted in a continuous manner to said Shareholder. All general meetings of Shareholders held exclusively or partially by video conference or by any other means of telecommunication are deemed to take place at the location indicated in the meeting notice.

All Shareholders have the right to vote by correspondence, using a form available at the registered office of the Company. Shareholders may only use proxy voting instructions forms provided by the Company indicating at least:

- the name, the address or the official registered office of the Shareholder concerned,
- the number of Shares held by the Shareholder concerned participating in the vote indicating, for the Shares in question, of the sub-fund and if any, of the class of Shares, of which they are issued,
- the place, the date and the time of the general meeting of the Shareholders,
- the meeting agenda,
- the proposals subject to the decision of the general meeting of the Shareholders, as well as
- for each proposal, three boxes allowing the Shareholder to vote for, against, or abstain from voting for any of the proposed resolutions by checking the appropriate box.

Voting forms that do not indicate the direction of the vote or abstention are void.

The board of directors may determine any other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to participate in a general meeting of Shareholders.

Art. 29. Quorum and majority. The general meeting shall conduct its proceedings in accordance with the terms of the Law of 10 August 1915, as amended, relating to Commercial Companies.

Unless otherwise provided by law or by the Articles of Incorporation, the decisions of the general meeting of Shareholders shall be adopted by a simple majority of votes of the Shareholders present and voting. The votes expressed do not include those attached to Shares represented at the meeting of Shareholders that have not voted, have abstained, or have submitted blank or empty proxy voting forms.

Art. 30. Financial year. The Company's financial year begins on the first day of January and closes on the last day of December of each year.

The Company's accounts are expressed in euros. If there are different Sub-Funds, as provided for in Article 5 of the Articles of Incorporation, the accounts of these Sub-Funds shall be converted to euros and consolidated to establish the Company's accounts.

Art. 31. Distributions. The general meeting of Shareholders shall, upon proposal of the board of directors, determine how the profits of the Company shall be treated and may declare distributions and/or dividends, provided however that no distribution will be made if, as a result, the net assets of the Company would fall below the minimum capital provided by law, i.e. one million two hundred fifty thousand (1.250.000) EUR. Within the conditions and limits laid down by law, interim dividends may be paid out on the Shares at any time and upon the sole decision of the board of directors.

In any cases the above distributions and payments will be made after payment of or making appropriate provision (if any) for any Company's expenses and fees due, inter alia, to the board of directors and other service providers.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant class or classes of Shares issued in respect of the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

All distributions will be made net of any income, withholding and similar taxes payable by the Company, including, for example, any withholding taxes on interest or dividends received by the Company and capital gains taxes, withholding taxes on the Company's investments.

Art. 32. Costs to be borne by the company. The Company shall bear all of its operating costs, in particular the following:

- costs incurred in connection with the formation of the SIF,
- brokerage commissions and transaction fees,
- fees and expenses of the SIF's domiciliary agent and company secretariat,
- fees and expenses of the SIF's custodian bank, paying and listing agent,
- fees and expenses of the SIF's central administration,
- remuneration and expenses of the SIF's board of directors,
- fees and expenses of independent auditors, accounts, if any, legal advisors of the SIF as well as other advisors or agents whose services the SIF may use,
- fees and expenses linked to registration and maintenance of registration of the SIF with government bodies and stock exchanges in Luxembourg and abroad,
- the cost of preparing, printing and distributing the Offering Document and the annual reports,

- the cost of printing of share certificates,
- the cost of publication of Net Asset Value,
- the taxes, levies and government duties relating to its operations,
- costs in relation to marketing of the shares of the SIF.

The Company constitutes a single legal entity. The assets of a particular Sub-Fund shall only be liable for the debts, liabilities and obligations relating to such Sub-Fund. Costs which are not directly attributable to a Sub-Fund shall be allocated across all the Sub-Funds pro rata in relation to the net assets of each and shall be applied against the income of the Sub-Funds in the first instance.

All formation costs borne by the SIF may be amortized over its first five years. If the launch of a Sub-Fund occurs after the launch date of the Company, the costs of formation in relation to launch

of the new Sub-Fund shall be charged to such Sub-Fund alone and may be amortized over a maximum of five years with effect from the Sub-Fund's launch date.

In case a Sub-Fund invests in other investment funds, the said Sub-Fund is likely to incur a doubling of fees and expenses, among others at the level of the functions of custodian bank, central administration, investment manager, as the case may be, investment advisor, and fees charged upon subscriptions and redemptions.

Art. 33. Winding up - Liquidation. The Company may be wound up by a decision of the general meeting of Shareholders ruling pursuant to the provisions of Article 28 of the Articles of Incorporation.

In the event that the share capital of the Company is less than two thirds of the minimum capital, the board of directors must submit the question of winding up of the Company to the general meeting, which shall conduct its proceedings without any conditions of quorum and adopting its decisions by a simple majority of the validly cast votes at the meeting.

If the share capital of the Company is less than one quarter of the minimum capital, the board of directors must submit the question of winding up of the Company to the general meeting, which shall conduct its proceedings without any conditions of quorum, whereby dissolution of the Company may be declared by the Shareholders holding one quarter of the validly cast votes at the meeting.

Invitations must be issued such that the meeting is held within a period of forty days with effect from the date on which the net assets are found to be lower than either two thirds or one quarter of the minimum capital. Decisions of the general meeting of Shareholders or of the court declaring dissolution and liquidation of the Company shall be published in the Mémorial and in two newspapers having reasonable circulation, of which at least one shall be a newspaper of Luxembourg. Such publications shall be undertaken at the request of the liquidator(s)

In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be effected by one or several liquidators appointed pursuant to the Law of 13 February 2007 and the Articles of Incorporation. The net proceeds of liquidation of each of the Sub-Funds shall be distributed to the holders of shares of the class in question in proportion to the number of shares which they hold in such class. Any amounts not claimed by the Shareholders upon closure of the liquidation shall be deposited with the Caisse de Consignations in Luxembourg. If they are not claimed within the statutory period, the amounts deposited may no longer be collected.

The issue, redemption and conversion of shares will be stopped on the date of publication of the convening notice for the general meeting of Shareholders deciding upon the liquidation of the Company.

Art. 34. Liquidation and merger of sub-funds or classes.

(1) Liquidation of a Sub-Fund or class

The board of directors may decide to close one or several Sub-Funds or classes of shares if significant changes in the political or economic situation shall in the view of the board of directors render such decision necessary.

Unless the board of directors shall decide otherwise, the Company may, while awaiting execution of the liquidation decision, continue to repurchase shares of the Sub-Fund or class in respect of which liquidation has been decided.

With regard to such redemptions, the Company shall apply the Net Asset Value which shall be established in such manner as to take account of the liquidation costs, but without deducting any redemption commission or any other charge.

Capitalized set-up costs shall be amortized in full as soon as the liquidation decision is taken.

Amounts not claimed by shareholders or beneficiaries at the end of the liquidation procedure for the Sub-Funds(s) shall be held on deposit at the Custodian Bank for a period not exceeding nine months with effect from the date of entering liquidation.

At the end of this period, the relevant assets will be deposited with the Trésorerie de l'Etat, Caisse des Consignation in Luxembourg.

(2) Liquidation of a Sub-Fund by way of its transfer into another Sub-Fund of the Company or into another UCI organised under the Law of 13 February 2007 or UCI organised under the Part II of the Law of 17 December 2010 on UCI.

If significant changes in the political or economic situation shall render such decision necessary in the view of the board of directors, the board of directors may also decide to close one or several Sub-Funds by way of transfer into one or

several other Sub-Funds of the Company or into one or several sub-funds of another UCI organised under the Law of 13 February 2007 or under the Part II of the Law of 17 December 2010.

For a minimum period of one month with effect from the date of publication of the decision to effect such transfer, the Shareholders of the Sub-Fund(s) in question may request redemption of their shares free of charge. Upon expiry of such period, the decision relating to the transfer shall commit all Shareholders who have not made use of the above option, whereby, however, if the UCI organised under the Law of 13 February 2007 or Law of 17 December 2010 which is to be recipient of the transfer takes the form of a unit trust/common fund, such decision may only commit those Shareholders who have declared themselves in favour of the transfer operation.

The decisions of the board of directors relating to straightforward liquidation or liquidation by way of transfer shall be published in the Mémorial, in one Luxembourg newspaper, and in one or several newspapers distributed in the countries where the shares of the Company are offered for subscription.

Art. 35. Amendments of the articles of incorporation. At any general meeting of Shareholders convened in accordance with the Luxembourg law to amend the Articles of Incorporation, including its corporate object, or to resolve on issues for which the Luxembourg law or the Articles of Incorporation refer to the conditions set forth for the amendment of the Articles of Incorporation (e.g. the extension of the term of the Company and the removal of the board of directors), the quorum shall be at least two thirds of the share capital being present or represented. If such quorum requirement is not met, a second general meeting of Shareholders will be called which may validly deliberate, if at least one half of the share capital is represented. In both meetings, resolutions must be passed by at least two thirds of the validly cast votes.

Art. 36. Applicable law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of 1915 and the Law of 13 February 2007 as amended from time to time.”

d) It is resolved to fix the registered office of the SICAV at 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

e) It is resolved to appoint the following persons as directors of the SICAV with effect from the Effective Date and for a term expiring at the annual general meeting in 2019:

- Georges VANDERMARLIERE, born in Comines (France), on 6 March 1960, professionally residing at 6, Avenue de Provence, F-75009 Paris, France;

- Guillaume BINNENDIJK, born in Strasbourg (France), on 8 July 1979, professionally residing in L-1724 Luxembourg, 9, boulevard du Prince Henri;

- Joffrey CZURDA, born in Sarrebourg (France), on 11 March 1981, professionally residing in L-1724 Luxembourg, 9, boulevard du Prince Henri.

f) It is resolved to appoint DELOITTE Audit S.à.r.l., 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg as approved statutory auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) of the SICAV for the accounting year ending on 31 December 2014.

It was noted that the first accounting year of the SICAV will start on the Effective Date being 8 October 2014 and will end on 31 December 2014.

There being no further business on the agenda, the Meeting is thereupon closed.

Whereupon, the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English.

The document having been read to the persons appearing all known by the notary by their names, first name, civil status and residences, the members of the board signed together with the notary the present deed.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 octobre 2014. Relation: LAC/2014/48787. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 novembre 2014.

Référence de publication: 2014170732/756.

(140194983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2014.

P 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 143.423.

Im Jahre zweitausendvierzehn,
den achten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Jacques CASTEL, mit dem Amtswohnsitz zu Grevenmacher.

Sind erschienen:

Sind die Aktionäre der Aktiengesellschaft «P 1 S.A.», mit Sitz in L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 143.423, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den Notar Jean-Joseph WAGNER aus Sasenheim am 1. Dezember 2008, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Nummer 3042 vom 30. Dezember 2008.

Die Versammlung wird um 14.10 Uhr eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Christian SCHLICHT, beruflich wohnhaft zu L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

Der Vorsitzende bestellt zum Schriftführer Frau Katrin NICKELS, beruflich wohnhaft zu L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Frau Saskia SANDER, beruflich wohnhaft zu L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

Nachdem das Versammlungsbüro zusammengesetzt ist, erklärt der Vorsitzende und bittet den amtierenden Notar zu beurkunden:

I. Die Tagesordnung lautet:

- Verlegung des Gesellschaftssitzes von Munsbach nach Grevenmacher, mit Rückwirkung vom 22. September 2014;
- Abänderung von Artikel 2, Absatz 1 der Statuten;
- Festlegung der neuen Adresse.

II. Die Aktionäre, sowie deren bevollmächtigte Vertreter sind unter Angabe des Namens, Vornamens, sowie der Stückzahl der vertretenen Aktien, auf einer Anwesenheitsliste verzeichnet und die Aktionäre beziehungsweise deren Vertreter, haben sich auf dieser Anwesenheitsliste mit ihrer Unterschrift eingetragen, welche gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben bleibt.

Die Vollmachten der vertretenen Aktionäre bleiben ebenfalls nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch den amtierenden Notar und den Versammlungsvorstand gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben um mit ihr formalisiert zu werden.

III. Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass das gesamte Aktienkapital in gegenwärtiger Versammlung anwesend oder vertreten ist, und dass somit die Versammlung befugt ist über die vorstehende Tagesordnung, welche den Aktionären bekannt ist, zu beschliessen.

Sodann hat die Generalversammlung, nachdem über die vorstehende Tagesordnung verhandelt worden ist, einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss.

Die Generalversammlung beschließt den Gesellschaftssitz von Munsbach nach Grevenmacher, mit Rückwirkung vom 22. September 2014, zu verlegen und dementsprechend Artikel 2, Absatz 1 der Statuten abzuändern wie folgt:

“ **Art. 2. Sitz, Absatz 1.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Grevenmacher.“

Zweiter Beschluss.

Die Generalversammlung beschließt die Adresse der Gesellschaft in L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler festzulegen.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Versammlung für geschlossen.

Kosten

Die Kosten und Honorare der gegenwärtigen Urkunde sind zu Lasten der Gesellschaft.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen wurde zu Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler, Datum wie eingangs erwähnt, Und nach Vorlesung an die dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannten Komparenten, hat derselbe mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: C. Schlicht, K. Nickels, S. Sander, J. Castel.

Enregistré à Grevenmacher, le 09 octobre 2014. Relation: GRE/2014/3959. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €.

Der Einnehmer (gezeichnet): Schlink.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung auf dem Handels- und Gesellschaftsregister sowie zwecks Veröffentlichung im Mémorial.

Grevenmacher, den 14. Oktober 2014.

J. Castel

Der Notar

Référence de publication: 2014160459/62.

(140182260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

P 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.
R.C.S. Luxembourg B 143.424.

Im Jahre zweitausendvierzehn,
den achten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Jacques CASTEL, mit dem Amtswohnsitz zu Grevenmacher.

Sind erschienen:

Sind die Aktionäre der Aktiengesellschaft «P 2 S.A.», mit Sitz in L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 143.424, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den Notar Jean-Joseph WAGNER aus Sasenheim am 1. Dezember 2008, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Nummer 4 vom 2. Januar 2009.

Die Versammlung wird um 14.15 Uhr eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Christian SCHLICHT, beruflich wohnhaft zu L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

Der Vorsitzende bestellt zum Schriftführer Frau Katrin NICKELS, beruflich wohnhaft zu L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Frau Saskia SANDER, beruflich wohnhaft zu L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

Nachdem das Versammlungsbüro zusammengesetzt ist, erklärt der Vorsitzende und bittet den amtierenden Notar zu beurkunden:

I. Die Tagesordnung lautet:

- Verlegung des Gesellschaftssitzes von Munsbach nach Grevenmacher, mit Rückwirkung vom 22. September 2014;
- Abänderung von Artikel 2, Absatz 1 der Statuten;
- Festlegung der neuen Adresse.

II. Die Aktionäre, sowie deren bevollmächtigte Vertreter sind unter Angabe des Namens, Vornamens, sowie der Stückzahl der vertretenen Aktien, auf einer Anwesenheitsliste verzeichnet und die Aktionäre beziehungsweise deren Vertreter, haben sich auf dieser Anwesenheitsliste mit ihrer Unterschrift eingetragen, welche gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben bleibt.

Die Vollmachten der vertretenen Aktionäre bleiben ebenfalls nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch den amtierenden Notar und den Versammlungsvorstand gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben um mit ihr formalisiert zu werden.

III. Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass das gesamte Aktienkapital in gegenwärtiger Versammlung anwesend oder vertreten ist, und dass somit die Versammlung befugt ist über die vorstehende Tagesordnung, welche den Aktionären bekannt ist, zu beschliessen.

Sodann hat die Generalversammlung, nachdem über die vorstehende Tagesordnung verhandelt worden ist, einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss.

Die Generalversammlung beschließt den Gesellschaftssitz von Munsbach nach Grevenmacher, mit Rückwirkung vom 22. September 2014, zu verlegen und dementsprechend Artikel 2, Absatz 1 der Statuten abzuändern wie folgt:

“ **Art. 2. Sitz, Absatz 1.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Grevenmacher.“

Zweiter Beschluss.

Die Generalversammlung beschließt die Adresse der Gesellschaft in L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler festzulegen.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Versammlung für geschlossen.

Kosten

Die Kosten und Honorare der gegenwärtigen Urkunde sind zu Lasten der Gesellschaft.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen wurde zu Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler, datum wie eingangs erwähnt, Und nach Vorlesung an die dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannten Komparenten, hat derselbe mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: C. Schlicht, K. Nickels, S. Sander, J. Castel.

Enregistré à Grevenmacher, le 09 octobre 2014. Relation: GRE/2014/3960. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €.

Der Einnehmer (gezeichnet): Schlink.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung auf dem Handels- und Gesellschaftsregister sowie zwecks Veröffentlichung im Mémorial.

Grevenmacher, den 14. Oktober 2014.

J. Castel

Der Notar

Référence de publication: 2014160460/62.

(140182267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Enfin Enfant S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9052 Ettelbruck, 5B, rue Prince Jean.

R.C.S. Luxembourg B 190.996.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le trois octobre.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck.

A comparu:

Monsieur Lazaro Manuel DA SILVA SANTOS, commerçant, né le 17 août 1972 à Cotas/Alijo (P), demeurant à L-9227 Diekirch, 6, rue Esplanade.

Ici représenté par Madame Sandra PEREIRA, gérante de sociétés, demeurant professionnellement à Niederfeulen, 17B, rue de la Fail;

En vertu d'une procuration sous seing privé datée à Diekirch le 23.9.2014 laquelle procuration restera annexée au présent acte après avoir été signée «ne varietur» par la comparante et le notaire instrumentaire, pour être enregistrée avec lui;

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire d'acter les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il va constituer, comme suit:

Art. 1^{er}. La société à responsabilité limitée prend la dénomination de «ENFIN ENFANT s.à r.l.»

Art. 2. Le siège social de la société est établi dans la commune d'Ettelbruck.

Le siège social pourra être transféré sur simple décision de la gérance en tout autre endroit de la commune. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée générale des associés.

Art. 3. La société a pour objet le commerce de vêtements et accessoires de tous genres pour enfants, ainsi que l'achat et la vente des articles de la branche.

Elle est autorisée à exécuter toute vente et toute prestation de service se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

La société a encore pour objet tous actes, transactions et toutes opérations généralement quelconques de nature mobilière, immobilière, civile, commerciale et financière, se rattachant directement ou indirectement à l'objet précité ou à tous objets similaires susceptibles d'en favoriser l'exploitation et le développement.

Elle pourra emprunter, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers.

La société exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle pourra être dissoute par décision de l'associé ou des associés.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents (12.500,-) euros, représenté par cent (100) parts sociales, d'une valeur nominale de cent vingt-cinq (125,-) euros, chacune.

Art. 6. Lorsque la société comprend plusieurs associés, les parts sont librement cessibles entre eux. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les cessions de parts ne sont opposables à la société et aux tiers que si elles ont été faites dans les formes prévues par l'article 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que cette loi a été modifiée.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 8. Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer d'aucune manière dans les actes de son administration.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par les associés avec ou sans limitation de leur mandat. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision de l'associé ou des associés.

Art. 10. L'associé ou les associés fixent les pouvoirs du ou des gérants lors de leur nomination.

Dans tous les cas, les décisions à prendre par les associés ne seront valablement prises qu'à la majorité des trois quarts.

Art. 11. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent, en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année à l'exception du premier exercice social qui débutera le jour de la constitution et se terminera le trente et un décembre deux mille quinze.

Art. 13. A la fin de chaque exercice un bilan, un inventaire et un compte de profits et pertes seront établis. Le bénéfice net après déduction des frais d'exploitation, des traitements ainsi que des montants jugés nécessaires à titre d'amortissement et de réserves sera réparti comme suit:

- a) cinq pour cent (5%) au moins pour la constitution de la réserve légale, dans la mesure des prescriptions légales;
- b) le solde restant est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

Les pertes, s'il en existe, seront supportées par les associés proportionnellement au nombre de leurs parts, sans que toutefois aucun des associés ne puisse être tenu ou responsable au-delà du montant de ses parts.

Art. 14. En cas de dissolution de la société la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les émoluments.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 15. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts les associés se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales en vigueur.

Le notaire a attiré l'attention des parties sur le fait que l'exercice de l'activité sociale pré-mentionnée requiert le cas échéant l'autorisation préalable des autorités compétentes.

Souscription - Libération

Les parts sociales ont toutes été souscrites par l'associé unique, Monsieur DA SILVA SANTOS Lazaro Manuel, prénommé.

Toutes les parts sociales ont été entièrement souscrites et libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents (12.500,-) euros se trouve dès à présent à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire, qui le constate expressément.

Déclaration des comparants

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Les frais de toute nature incombant à la société en raison de sa constitution sont estimés à huit cent euros (800.-€).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, les associés représentant l'intégralité du capital social se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se considèrent comme dûment convoqués.

Les résolutions suivantes sont prises à l'unanimité des voix:

- Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée, Monsieur DA SILVA SANTOS Lazaro Manuel, commerçant, né le 17 août 1972 à Cotas/Alijo (P) demeurant à L-9227 Diekirch, 6, rue Esplanade, avec tous pouvoirs pour engager valablement la société en toutes circonstances par sa seule signature.

- L'adresse du siège de la société est fixée à 5B, rue Prince Jean L-9052 Ettelbruck.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénoms usuels, états et demeures, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Sandra PEREIRA, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 8 octobre 2014. Relation: DIE/2014/12825. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur pd (signé): Recken.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 15 octobre 2014.

Référence de publication: 2014160784/100.

(140182796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Garage Bob Mayer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7759 Roost, 8, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 29.603.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 17/10/2014.

Référence de publication: 2014161487/10.

(140183931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Garage Marc Feltes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8069 Bertrange, 24, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 45.264.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour GARAGE MARC FELTES S.à r.l.

Référence de publication: 2014161488/10.

(140184013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Hyrule S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 24.500.000,00.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 188.042.

Extrait des décisions de l'Associé unique du 15 octobre 2014

L'Associé unique prend acte de la décision de Madame Séverine Renaud de mettre fin à ses fonctions de Gérant de catégorie C de la Société avec effet au 15 octobre 2014.

L'Associé unique décide de nommer, en remplacement de Madame Séverine Renaud, Madame Catherine Roux-Sevelle, née le 28 juillet 1960 à Paris (France) avec adresse professionnelle au 20 boulevard Emmanuel Servais L-2535 Luxembourg en tant que Gérant de catégorie C avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014161549/18.

(140183688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

LakeSprings, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 163.381.

Les statuts coordonnés au 02/10/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 20/10/2014.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2014162501/12.

(140184862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.
